

LA PREMIÈRE QUINZAINÉ DE LA GUERRE

CINQUIÈME ANNÉE.

NUMÉRO SPÉCIAL

Du 3 au 15 AOUT 1914.

EXCELSIOR

Journal Illustré Quotidien

ABONNEMENTS (du 1^{er} ou du 10 de chaque mois)
France: Un An: 35 fr. - 6 Mois: 18 fr. - 3 Mois: 10 fr.
Etranger: Un An: 70 fr. - 6 Mois: 36 fr. - 3 Mois: 20 fr.
On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » (NAPOLEON).
Informations - Littérature - Sciences - Arts - Sports - Théâtres - Éléances

Adresser toute la correspondance
à L'ADMINISTRATEUR D'Excelsior
88, avenue des Champs-Élysées, PARIS
Téléph. : WAGRAM 57-44, 57-45
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS.

LE NUMÉRO : 10 CENT.

Ce numéro spécial résume tous les numéros parus du 3 au 15 août 1914.

ETRANGER : 20 CENT.

L'Allemagne déclare la Guerre à la France



Le 3 Août, M. de Schöner, Ambassadeur d'Allemagne en France, se rend, à 8 heures du soir, au Ministère des Affaires Étrangères et remet au Gouvernement Français une note dans laquelle son Gouvernement le charge de déclarer à la France qu'il se considère en état de guerre avec elle.

Le Crime de L'Allemagne

Tous les documents diplomatiques officiels montrent, de la manière la plus péremptoire, que l'Allemagne a voulu la guerre. Non seulement elle n'a rien fait pour tâcher de l'empêcher, mais elle y a poussé continuellement, en donnant les conseils les plus belliqueux à l'Autriche.

Le crime de l'Allemagne est si flagrant qu'elle a dû en endosser ouvertement l'indélébile responsabilité. C'est elle qui a déclaré la guerre à la Russie d'abord, à la France ensuite. C'est elle qui a violé cyniquement, encore en plein état de paix, la frontière française. C'est elle qui a envahi le Luxembourg. C'est elle, enfin, qui est entrée les armes à la main en Belgique, dans ce malheureux et pacifique petit pays qu'elle allait ravager avec une cruauté qui rappellera éternellement, dans l'Histoire, les crimes sans nom des Vandales et des Huns.

A l'Angleterre, l'Allemagne proposa un honnête marché de neutralité, dont Sir Edward Grey a dit, en propres termes : « Ce serait une honte pour nous que de passer ce marché avec l'Allemagne aux dépens de la France, une honte de laquelle la bonne renommée de l'Angleterre ne se remettrait jamais. » Et l'Angleterre loyale avait pourtant prévenu l'Allemagne qu'elle était prête à s'unir à la Russie et à la France pour résister à l'emploi par l'Allemagne de la force contre la Belgique.

L'orgueil allemand passa outre. L'Angleterre déclara immédiatement la guerre à l'Allemagne.

En France, la séance historique inoubliable, à jamais mémorable, des Chambres françaises, le 4 août, montra l'unanimité absolue du sentiment national soulevé tout entier contre l'agresseur.

La petite et héroïque Belgique répondit par un fier *non possumus* à l'inqualifiable ultimatum de l'Allemagne d'avoir à lui ouvrir ses frontières. Le roi Albert et son peuple savaient qu'ils affrontaient la colère de la plus redoutable puissance militaire du monde et qu'ils livraient, sans espoir humain de salut, le sol de leurs ancêtres à la souillure — qu'ils ne pouvaient pourtant, alors, imaginer aussi effroyable ! — de l'envahisseur.

Mais l'honneur était sauf. Le statut de la Nation belge était maintenu. La neutralité, décrétée par l'Europe et acceptée par la Belgique, était défendue, coûte que coûte, advienne que pourra ! Dans cette nuit tragique qui suivit l'ultimatum allemand, le Gouvernement belge et son Roi ne délibérèrent pas. On ne discute pas avec l'honneur. La décision s'imposait. Elle fut prise, immédiatement.

Et, alors, les suites effroyables du crime allemand se consommèrent sur le sol de la Belgique, arrosé de sang, en violation de tous les droits des gens, de toutes les lois de la guerre entre nations civilisées, de toute justice et de toute pitié humaine.

La guerre, en France, fut menée par l'Allemagne, dès le début, avec la même cruauté cynique qui préludait aux crimes futurs de Reims, de Senlis et de tant d'autres villes martyres. Les représentants de la France en Allemagne, furent soumis aux plus indignes procédés de la part des autorités allemandes.

La magnifique résistance de Liège retarda l'invasion des Allemands et, en permettant ainsi l'achèvement de la mobilisation française, contribua à sauver Paris. Sur notre frontière de l'Est, les quinze premiers jours de la guerre virent l'occupation par nos troupes de tous les cols des Vosges, et ce miracle, attendu par quarante-quatre ans, de l'entrée, momentanée, des soldats français à Mulhouse.

Sur mer, le blocus de l'Allemagne commençait par la maîtrise de la flotte anglaise, dans la mer du Nord.

La Déclaration de guerre à la France L'Ultimatum allemand à la Belgique

(3 AOUT 1914)

VIOLATION DE LA FRONTIÈRE FRANÇAISE

Le premier jour de la mobilisation, en France était fixé au dimanche 2 août. Le lendemain, 3 août, les ministres se réunissaient en conseil à midi, à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré. Le Président de la République signait un décret proclamant l'état de siège pour la durée de la guerre. En même temps, le Conseil des ministres décidait la convocation des Chambres pour le lendemain, à trois heures de l'après-midi.

Durant cette journée du 3 août, les Allemands violèrent la frontière française à différentes reprises, et en de nombreux endroits. Un détachement de cyclistes entra dans Moncel et y pillait la recette des Postes, revolver au poing. A Rémérville, à huit kilomètres de la frontière, un peloton de uhlans, qui faisait une incursion sur le territoire français, fut chargé et mis en fuite par nos dragons. Une colonne ennemie venant du Luxembourg, passa au sud de Longwy et fut canonnée par les batteries de la place. A Montreux-Vieux, notre poste frontière douanier fut attaqué par une compagnie de cyclistes. Déjà, le 2 août au soir, un aéroplane allemand avait lancé des bombes de petit calibre sur Lunéville.

Le Président du Conseil communiqua ces faits à l'Ambassadeur d'Allemagne, ainsi qu'à toutes les grandes Puissances. « M. de Schœn ne les a pas démentis, disait M. Viviani, à la tribune de la Chambre et n'en a pas exprimé de regrets. » Bien plus, l'Allemagne ce jour même, faisait notifier au Gouvernement anglais un prétendu *essai* de violation de la frontière allemande par la France, à travers le territoire belge. Et M. Viviani se voyait obligé de télégraphier immédiatement, le 3 août, à M. Paul Cambon, notre Ambassadeur à Londres :

Il me revient que l'Ambassadeur d'Allemagne aurait déclaré au Foreign Office que hier matin quatre-vingts officiers français en uniforme prussien auraient essayé de traverser la frontière allemande dans douze automobiles à Walbeck, à l'ouest de Geldern, et que ceci constituait une très sérieuse violation de la neutralité de la part de la France.

Veuillez démentir d'urgence cette nouvelle de pure invention et attirer l'attention du Foreign Office sur la campagne allemande de fausses nouvelles qui commence.

Cependant, on commençait à s'étonner de la présence de M. de Schœn, qui continuait à rester à Paris, alors qu'en contradiction avec les vagues déclarations pacifiques qu'il faisait encore, et, malgré l'extrême modération de la France, à l'abri du « danger de guerre » proclamé, l'Allemagne mobilisait à outrance, et, qu'au mépris des règles du droit international, les troupes allemandes franchissaient, en trois points différents, notre frontière.

L'Allemagne envahit le Luxembourg

En même temps, en violation du traité de 1867, qui a garanti avec la signature de la Prusse la neutralité du Luxembourg, l'Allemagne envahissait le territoire du Grand-Duché, motivant ainsi la protestation du Gouvernement luxembourgeois.

La veille, le 2 août, M. de Schœn était simplement venu au Quai d'Orsay remettre la note suivante :

L'Ambassadeur d'Allemagne vient d'être chargé et s'empresse de faire savoir au Ministère des Affaires étrangères que les mesures militaires prises par l'Allemagne dans le Grand-Duché de Luxembourg ne constituent pas un acte d'hostilité. Elles doivent être considérées comme des mesures purement préventives prises pour la protection des chemins de fer qui, par suite des traités existant entre l'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg, se trouvent sous l'administration allemande.

Mais, le lendemain de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, c'est-à-dire le 4 août, notre ministre à Luxembourg, M. Mollard, était expulsé de son poste sur l'ordre du Gouvernement impérial. Il rendait compte de ces faits à M. Doumergue, Ministre des Affaires étrangères, dans le rapport suivant :

Le Ministre d'Etat est venu mardi matin 4 août, vers huit heures et demie, à la Légation pour me notifier que les autorités militaires allemandes exigeaient mon départ. Sur ma réponse que je ne céderais que devant la force, M. Eyschen me dit qu'il connaissait mes sentiments à ce sujet et que c'était précisément pour cela qu'il était venu lui-même me faire cette communication qui lui coûtait beaucoup, car c'était effec-

tivement devant la force qu'il me priait de partir. Il ajouta qu'il allait m'en apporter la preuve écrite.

Je ne cachai pas à M. Eyschen la tristesse et l'inquiétude que j'avais de laisser mes compatriotes sans défense et lui demandai de vouloir bien se charger de leur protection, ce qu'il accepta.

Vers dix heures, le Ministre d'Etat vint de nouveau à la Légation et me laissa, avec un mot de lui, une copie certifiée de la lettre que lui avait adressée le Ministre d'Allemagne au sujet de mon départ du Luxembourg.

Il me dit également qu'il avait fait connaître à M. von Buch que le Gouvernement luxembourgeois serait chargé de la protection des Français et aurait la garde de la Légation et de la Chancellerie. Cette nouvelle ne parut pas plaire à mon collègue d'Allemagne, qui conseilla à M. Eyschen de m'inciter à confier ce soin au Ministre de Belgique. J'expliquai au Ministre d'Etat que la situation était particulière. Etant accrédité auprès de S. A. R. la Grande-Duchesse et mon pays n'étant pas en état de guerre avec le Luxembourg, il était, dans ces conditions, tout indiqué que ce fût le Gouvernement luxembourgeois qui assurât la sauvegarde de mes compatriotes. M. Eyschen n'insista pas et accepta de nouveau la mission que je lui confiai.

Le Ministre d'Etat me demanda alors de vouloir bien partir sans bruit, afin d'éviter des manifestations qui ne manqueraient pas, me dit-il, d'amener des représailles vis-à-vis des Français de la part des autorités militaires allemandes. Je lui répondis que j'attachais trop de prix à la sécurité de mes compatriotes pour la compromettre et qu'il n'avait rien à craindre.

Mon départ, qu'on exigeait le plus tôt possible, fut fixé à 2 heures, il fut également entendu que je partirais dans mon automobile. Pour le sauf-conduit, M. Eyschen me dit que le Ministre d'Allemagne était actuellement au quartier général allemand pour le demander et qu'il aurait soin de me le faire tenir en temps utile.

A 2 heures un quart, M. le Ministre d'Etat, accompagné de M. Henrion, Conseiller du Gouvernement, vint me faire ses adieux et recevoir les clés de la Légation et celles de la Chancellerie.

Il me fit connaître que les ordres avaient été donnés pour mon libre passage et que je devais gagner Arlon par la route de Merle, la route de Mamers et la route d'Arlon. Il ajouta qu'un officier allemand m'attendrait route de Merle pour précéder ma voiture.

Je quittai alors la Légation et me rendis à Arlon par l'itinéraire fixé, mais je ne rencontrai personne.

M. Eyschen, Ministre d'Etat, Président du gouvernement luxembourgeois, s'était excusé auprès de M. Mollard, du « fait d'une tierce Puissance, dont le Grand-Duché n'est pas responsable. » Il avait adressé à notre Ministre la lettre suivante :

Monsieur le Ministre,

Tout à l'heure, j'ai eu le très vif regret de vous faire connaître les intentions du Général von Fuchs au sujet de votre séjour à Luxembourg.

Comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, j'avais demandé une constatation par écrit de la décision prise à ce sujet par l'autorité militaire.

Ci-joint copie d'une lettre que je viens de recevoir à l'instant de la part du Ministre d'Allemagne.

Il m'a été assuré que, dans l'exécution de la mesure, on ne manquera d'avoir tous les égards dus à votre qualité et à votre personne.

Veuillez recevoir l'expression réitérée de tous mes regrets et de mes sentiments les meilleurs.

EYSCHEN.

Le message du Ministre d'Allemagne au Dr Eyschen était celui-ci :

Excellence,

J'ai l'honneur, conformément aux instructions de Son Excellence M. le général Fuchs, de vous prier de vouloir bien inviter le Ministre de France, M. Mollard, à quitter aussitôt que possible le Luxembourg et à se rendre en France ; autrement les autorités militaires allemandes se trouveraient dans la pénible obligation de placer M. Mollard sous la surveillance d'une escorte militaire et en cas extrême de procéder à son arrestation.

A la communication de M. Eyschen, notre Ministre ne pouvait répondre que ces quelques lignes :

Luxembourg, le 4 août 1914.

Monsieur le Ministre,

Je viens de recevoir votre communication et m'incline devant la force.

Avant de quitter le Luxembourg, j'ai le devoir de me préoccuper du sort et de la sécurité de mes compatriotes. Connaissant l'esprit de justice et d'équité du Gouvernement luxembourgeois, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de les prendre sous sa haute

protection et de veiller à la sauvegarde de leur vie et de leurs biens.

Je demanderai également à Votre Excellence d'assurer la garde de l'hôtel de la Légation et des bureaux de la Chancellerie.

Je serais très obligé à Votre Excellence de vouloir bien faire agréer à S. A. R. Madame la Grande-Duchesse l'hommage de mon profond respect et toutes mes excuses de n'avoir pu aller le lui exprimer moi-même.

L'Allemagne déclare la Guerre à la France

Le moment était arrivé, enfin, où l'Allemagne ne pouvait plus attendre un jour, ni une heure, pour se démasquer. Devant la parfaite correction du Gouvernement français qu'elle n'avait pu faire tomber dans aucun des pièges tendus, ni faire dévier d'un pas de la ligne droite, l'Allemagne allait être obligée de prendre sur elle la déclaration de guerre à la France.

C'était le premier châtement, et elle ne réussissait pas cette fois-ci, ce qu'avait obtenu le machiavélique génie d'un Bismarck, en 1870 : nous avoir acculés à la guerre et s'être arrangée pour se la faire déclarer.

On va voir à quels misérables et mensongers prétextes, le Gouvernement allemand allait en être réduit pour essayer, vainement, de se donner l'ombre d'une raison et tenter de masquer l'effroyable responsabilité qu'il prenait de cette guerre voulue et décidée contre la France.

Le lundi 3 août, à 6 heures 45 du soir, au cours de son audience de départ, l'Ambassadeur d'Allemagne, M. de Schœn, remettait à M. Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, la lettre suivante qui était la déclaration de guerre à la France :

Monsieur le Président,

Les autorités administratives et militaires allemandes ont constaté un certain nombre d'actes d'hostilité caractérisée commis sur le territoire allemand par des aviateurs militaires français. Plusieurs de ces derniers ont manifestement violé la neutralité de la Belgique survolant le territoire de ce pays ; l'un a essayé de détruire des constructions près de Wesel, d'autres ont été aperçus sur la région de l'Eiffel, un autre a jeté des bombes sur le chemin de fer près de Karlsruhe et de Nuremberg.

Je suis chargé, et j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence qu'en présence de ces agressions, l'Empire allemand se considère en état de guerre avec la France, du fait de cette dernière Puissance.

J'ai en même temps l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les autorités allemandes retiendront les navires marchands français dans des ports allemands, mais qu'elles les relâcheront si, dans les quarante-huit heures, la réciprocité complète est assurée.

Ma mission diplomatique ayant ainsi pris fin, il ne me reste plus qu'à prier Votre Excellence de vouloir bien me munir de mes passeports et de prendre les mesures qu'elle jugera utiles pour assurer mon retour en Allemagne avec le personnel de l'Ambassade, ainsi qu'avec le personnel de la Légation de Bavière et du Consulat général d'Allemagne à Paris.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Signé : SCHÖN.

Le *Temps*, dans son numéro du 5 août, donnait les détails suivants sur cette entrevue historique :

M. de Schœn, en proie à une émotion dans laquelle entraient une bonne part d'embarras et sans doute quelque honte, a fait connaître à M. Viviani que l'Allemagne se déclarait en état de guerre avec la France. Et d'une voix qui tremblait, l'ambassadeur allemand a donné les raisons invoquées par son gouvernement pour motiver cette déclaration. M. de Schœn n'a pas craint de dire, dans une conversation officielle, que des aviateurs français avaient survolé la Belgique ; que d'autres aviateurs français, survolant le territoire allemand, avaient fait tomber des bombes à Nuremberg, et que ces faits constituaient une agression caractérisée, une violation du territoire de l'Empire.

Cette incroyable déclaration fut écoutée dans le plus profond silence. Puis, gravement, M. Viviani protesta. Il dit que tout, dans les faits allégués par l'ambassadeur, était entièrement faux. Jamais aucun aviateur français n'a survolé la Belgique ni l'Allemagne, ni fait tomber des bombes. Et M. Viviani a ajouté que le Gouvernement de la République, au contraire, a justement protesté, dans une note remise à M. de Schœn lui-même, contre la violation du territoire français, commise par des détachements allemands, commandés par des officiers allemands, et contre le meurtre d'un caporal français.

Le président du Conseil a rappelé à l'ambassadeur allemand que le Gouvernement français avait donné l'ordre à ses troupes de rester à 10 kilomètres de la frontière, pour éviter tout incident et que les détachements allemands, franchissant cette zone, ont pénétré jusqu'à onze kilomètres en territoire français.

M. Viviani, parlant avec force, a ajouté que ces faits incontestables et d'ailleurs incontestés, constituaient

nettement une agression allemande sur le territoire français.

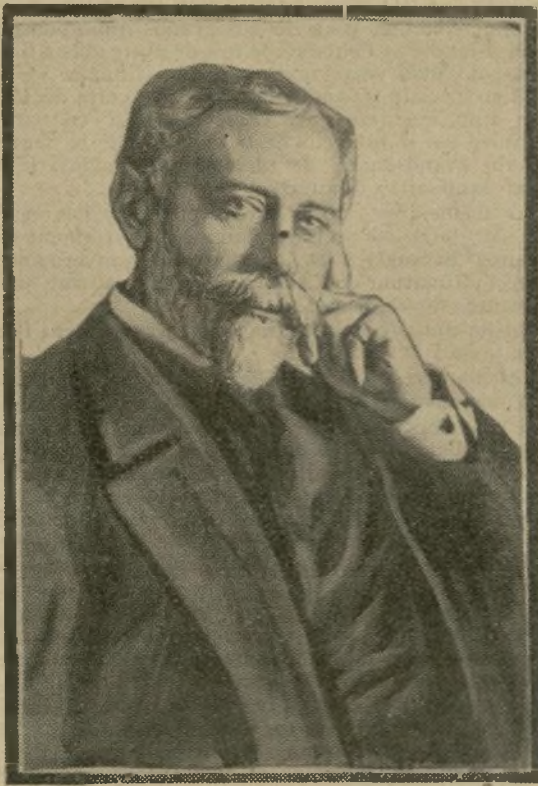
M. de Schœn, alors, a parlé d'un fait d'ordre personnel. Il a raconté qu'en se rendant au ministère, il avait été injurié par deux individus montés sur le marchepied de sa voiture. Il a négligé d'ajouter que dimanche, notamment, il a parcouru la rue de Lille près d'une quinzaine de fois, au point qu'on avait l'impression qu'il « cherchait un incident ».

Enfin, M. de Schœn, extrêmement troublé, a exprimé ses regrets de n'avoir pu réussir au maintien des relations paisibles entre l'Allemagne et la France. Il a même déclaré, avec une naïveté tragique en une telle circonstance, que sa situation à Paris était devenue impossible.

M. Viviani et M. de Margerie ont reconduit l'ambassadeur jusqu'au perron du ministère. M. de Schœn les a salués à plusieurs reprises, sans parvenir à dissimuler une intense émotion. Puis il est remonté dans son automobile, qui l'a reconduit rue de Lille.

L'incident dont M. de Schœn se plaignait à M. Viviani, se réduisait, en réalité, à ceci, comme le racontait le *Temps* du 5 août :

Un chauffeur d'automobile a en effet crié, sur le



M. Paul CAMBON,
Ambassadeur de France à Londres.

passage de l'ambassadeur : « Les Allemands sont des s... ! » Il a expliqué, au poste de la rue de Bourgogne, qu'il y a trois jours, revenant d'Allemagne, il avait eu son automobile saisie à Metz, qu'après avoir fait 25 kilomètres à pied pour se rendre à une gare, il avait été arrêté comme espion, dépouillé de son argent, retenu pendant vingt-quatre heures sans nourriture, et que son exaspération était compréhensible.

Les " Adieux " de M. de Schœn

Le *Figaro* du 4 août retraçait, sous ce titre, la dernière apparition de M. de Schœn au Quai d'Orsay, quand il revint prendre ses passeports :

Hier, à 9 h. 30, une auto sombre, conduite par un chauffeur sans cocarde, pénétrait dans la cour des Affaires étrangères et stoppait devant le perron d'honneur. On crut d'abord qu'on amenait un prisonnier de marque... En effet, on en vit descendre un agent en tenue, aussitôt suivi d'un « civil » en jaquette noire, coiffé d'un feutre marron. Au moment de mettre pied à terre, le compagnon du sergent de ville, qui paraissait légèrement interdit, jeta derrière d'épaisses lunettes d'or un regard circulaire, puis rapidement gravit les marches, précédé d'un huissier. Nous descendions à cet instant l'escalier ; nous reconnûmes M. de Schœn ; il venait, paraît-il, réclamer ses passeports et s'était fait accompagner d'un agent pour veiller à sa sécurité.

Un quart d'heure s'écoula. Nous le vîmes alors reparaitre, précédé de M. de Margerie ; il paraissait fort soucieux. Au moment de remonter dans l'auto, il aperçut M. Viviani qui se dirigeait également vers sa voiture : les regards se croisèrent, l'ambassadeur fit volte-face et se découvrit en esquissant de la tête et de la main un geste de regret. M. Viviani froidement rendit le salut, M. de Margerie s'inclina, tandis que M. de Schœn, accompagné cette fois d'un agent de la sûreté, s'installait au fond de la limousine qui partait immédiatement à toute allure dans la direction de la rue de Lille.

Les relations diplomatiques entre l'Allemagne et la France venaient d'être définitivement rompues...

Le *Temps* du 5 août racontait ainsi le départ de M. de Schœn quittant Paris :

Dès 8 heures, la rue de Lille était barrée entre le boulevard Saint-Germain et la rue de Solferino. Dans la cour de l'ambassade d'Allemagne, des voitures du service des chemins de fer de l'Etat étaient mises à la disposition du personnel de l'ambassade pour le chargement des bagages. Sur chaque voiture un gardien de la paix était assis à côté du conducteur.

M. de Schœn est parti le dernier, à 9 h. 45, pour la gare du Bois-de-Boulogne, avec une escorte de quinze automobiles et de quatre-vingts personnes.

Sur le quai de la gare, avant de monter dans le train spécial qui lui était réservé, M. de Schœn a tendu la main à M. William Martin, directeur du protocole. M. William Martin a rendu cette poignée de main, mais sans dire un mot. A 10 heures, le train spécial partait. M. de Schœn rentrera en Allemagne par Namur.

Rappel de notre ambassadeur à Berlin

Immédiatement après l'entrevue avec M. de Schœn, où celui-ci avait réclamé ses passeports, M. Viviani télégraphiait à MM. les Représentants de la France à l'étranger :

L'ambassadeur d'Allemagne a demandé ses passeports et part ce soir avec le personnel de l'Ambassade et du Consulat général d'Allemagne, et de la Légation de Bavière. Le Baron de Schœn a donné pour prétexte la constatation par les autorités administratives et militaires allemandes d'actes d'hostilité qui auraient été commis sur territoire allemand par des aviateurs militaires français accusés d'avoir survolé le territoire de l'empire et jeté des bombes ; l'ambassadeur ajoute que des aviateurs auraient également violé la neutralité de la Belgique en survolant son territoire...

J'ai formellement contesté les allégations inexactes de l'ambassadeur et, de mon côté, j'ai rappelé que dès hier, je lui avais adressé une note protestant contre les violations de la frontière française par les troupes allemandes.

Le Président du Conseil invitait également par dépêche notre Ambassadeur à Berlin, M. Jules Cambon à demander ses passeports et il en avisait nos représentants à l'étranger.

Paris, le 3 août 1914.

Je vous invite à demander vos passeports et à quitter immédiatement Berlin avec le personnel de l'ambassade en laissant la charge des intérêts français et la garde des Archives à l'ambassade d'Espagne. Je vous prie de protester en même temps par écrit contre la violation de la neutralité du Luxembourg par les troupes allemandes signalée par le premier ministre luxembourgeois, contre l'ultimatum adressé au Gouvernement belge par le Ministre d'Allemagne à Bruxelles pour lui imposer la violation de la neutralité de la Belgique et exiger de celle-ci qu'elle lui facilite sur le territoire belge les opérations militaires contre la France ; enfin contre la fausse allégation d'un prétendu projet d'invasion de ces deux pays par les armées françaises, par lequel il a essayé de justifier l'état de guerre qu'il déclare exister désormais entre l'Allemagne et la France.

En même temps, le Ministre de France à Munich recevait l'instruction de demander également ses passeports, et de faire connaître au Gouvernement royal bavarois qu'il avait reçu pour instruction de conformer son attitude à celle de l'Ambassadeur de la République à Berlin.

Sommation de l'Allemagne à la Belgique

Notre Ministre à La Haye, M. Marcelin Pellet, avisait le 3 août notre Gouvernement que le Ministre d'Allemagne en Hollande, s'était rendu la veille chez le Ministre des Affaires étrangères, « pour lui expliquer la nécessité où s'était trouvée l'Allemagne, a-t-il dit, de violer la neutralité du Luxembourg, ajoutant qu'il aurait aujourd'hui une nouvelle communication à lui faire. En effet, ce matin, il a annoncé l'entrée des troupes allemandes en Belgique pour éviter, a-t-il déclaré, une occupation de ce pays par la France. »

D'autre part, M. Klobukowski, Ministre de France à Bruxelles, télégraphiait, ce même 3 août, à M. Viviani :

Le Ministre d'Allemagne a remis hier soir au Gouvernement belge un ultimatum où il est dit que son Gouvernement, ayant appris que les Français se préparaient à des opérations dans les régions de Givet et de Namur, se voyait dans l'obligation de prendre des mesures dont la première était d'inviter le Gouvernement belge à lui faire savoir, dans les sept heures, s'il était disposé à lui faciliter en Belgique les opérations militaires contre la France. En cas de refus, le sort des armes déciderait.

Le Gouvernement du Roi a répondu que les renseignements sur les mouvements français lui paraissaient inexacts en raison des assurances formelles, toutes récentes encore, données par la France ; que la Belgique qui, depuis sa constitution, s'est préoccupée d'assurer la sauvegarde de sa dignité et de ses intérêts

et a consacré tous ses efforts au développement pacifique du progrès, proteste hautement contre toute violation de son territoire, d'où qu'elle vienne, et que dans cette éventualité, elle saura défendre énergiquement sa neutralité, garantie par les puissances et notamment par le Roi de Prusse.

Notre Ministre à Bruxelles informait, d'ailleurs, immédiatement le Gouvernement belge, que, si la Belgique faisait appel à la garantie des Puissances, contre la violation de sa neutralité par l'Allemagne, la France répondrait immédiatement à son appel.

Le Ministre des Affaires étrangères de Belgique répondit à cette déclaration :

C'est bien sincèrement que nous remercions le Gouvernement de la République de l'appui éventuel qu'il pourrait nous offrir, mais dans la circonstance actuelle, nous ne faisons pas appel à la garantie des Puissances. Ultérieurement le Gouvernement du Roi appréciera ce qu'il y a lieu de faire.

L'ultimatum allemand à la Belgique était ainsi conçu :

Le Gouvernement allemand a reçu des nouvelles sûres d'après lesquelles les forces françaises auraient l'intention de marcher sur la Meuse par Givet et Namur; ces nouvelles ne laissent aucun doute sur l'intention de



M. de BROCQUEVILLE,
Président du Conseil, Ministre de la Guerre
de Belgique.

la France de marcher sur l'Allemagne par le territoire belge. Le gouvernement impérial allemand ne peut s'empêcher de craindre que la Belgique, malgré sa meilleure volonté, ne sera pas en mesure de repousser, sans secours, une marche en avant française d'un si grand développement.

Dans ce fait, on trouve la certitude suffisante d'une menace dirigée contre l'Allemagne; c'est un devoir impérieux de conservation pour l'Allemagne de prévenir cette attaque de l'ennemi.

Le Gouvernement allemand regretterait très vivement que la Belgique regardât comme acte d'hostilité contre elle le fait que les mesures des ennemis de l'Allemagne l'obligent de violer, de son côté, le territoire belge. Afin de dissiper tout malentendu, le Gouvernement allemand déclare ce qui suit :

1° L'Allemagne n'a en vue aucun acte d'hostilité contre la Belgique si la Belgique consent, dans la guerre qui va commencer, à prendre une attitude de neutralité bienveillante vis-à-vis de l'Allemagne. Le Gouvernement allemand, de son côté, s'engage, au moment de la paix, à garantir le royaume et ses possessions dans toute leur étendue ;

2° L'Allemagne s'engage, sous la condition énoncée, à évacuer le territoire belge aussitôt la paix conclue ;

3° Si la Belgique observe une attitude amicale, l'Allemagne est prête, d'accord avec les autorités du Gouvernement belge, à acheter contre argent comptant tout ce qui sera nécessaire à ses troupes et à l'indemniser pour les dommages causés en Belgique ;

4° Si la Belgique se comporte d'une façon hostile contre les troupes allemandes et fait particulièrement des difficultés à leur marche en avant par une opposition des fortifications de la Meuse ou par des destructions de routes, chemins de fer, tunnels ou autres ouvrages d'art, l'Allemagne sera obligée de considérer la Belgique en ennemie.

Dans ce cas, l'Allemagne ne prendra aucun engagement vis-à-vis du royaume, mais elle laissera le régle-

ment ultérieur des rapports des deux Etats l'un vis-à-vis de l'autre à la décision des armes.

Le Gouvernement allemand a l'espoir justifié que cette éventualité ne se produira pas et que le Gouvernement belge saura prendre les mesures appropriées pour l'empêcher de se produire.

Dans ce cas, les relations d'amitié qui unissent les deux Etats voisins deviendront plus étroites et plus durables.

Le Ministre d'Etat belge, M. Paul Hymans, a raconté depuis dans l'*Opinion* (n° du 5 décembre 1914) comment l'Allemagne avait caché son jeu jusqu'à ce moment suprême.

Jusqu'à la dernière extrémité les représentants de l'Allemagne s'efforcèrent de rassurer le gouvernement belge et de donner le change à l'opinion.

Le 1^{er} août, l'attaché militaire de la légation impériale alla présenter au chef du Cabinet du Ministre de la Guerre ses félicitations pour l'ordre et la rapidité des opérations de mobilisation et eut soin de rendre sa démarche publique par une communication à la presse.

Le lendemain 2 août, le jour fatal, une déclaration sensationnelle du Ministre d'Allemagne suscita dans Bruxelles un mouvement de satisfaction. Interviewé par un rédacteur d'un de nos grands quotidiens, *Le Soir*, il lui dit : « Peut-être le toit de votre voisin flambrera-t-il. Mais votre maison restera intacte. » Une édition spéciale répandit dans la foule cette déclaration imprimée en gros caractères. La confiance, ébranlée par la nouvelle de la violation de la neutralité du grand-duché de Luxembourg, revint. L'horizon semblait s'éclaircir.

Le même jour, trois heures après, à 7 heures du soir, M. de Below se présentait au Département des Affaires Etrangères et signifiait au gouvernement belge l'ultimatum de l'Allemagne. Il lui laissait, pour répondre, douze heures de nuit.

Quelle nuit ! Combien tragique ! Et comment l'oublier jamais ?

Les ministres à portefeuille et les ministres d'Etat se réunissent sous la présidence du Roi. On délibère.

Il y a deux solutions : l'une, céder le passage aux armées allemandes en marche sur la France et se faire largement indemniser des dommages subis ; c'est aujourd'hui l'amitié de l'Allemagne et demain la vassalité. C'est aussi déchirer le statut de la nation belge, violer soi-même la neutralité décrétée par l'Europe et acceptée par la Belgique, trahir les devoirs que cette neutralité nous impose.

L'autre solution, c'est risquer la guerre, l'invasion ; c'est affronter la plus redoutable puissance militaire du monde ; mais c'est l'honneur sauf, le statut belge maintenu, les traités respectés.

On discute à peine. La décision s'impose. Elle est prise aussitôt. On proteste et l'on résistera.

La réponse est rédigée au Département des Affaires étrangères. Elle est apportée au Palais, approuvée unanimement par le roi et le conseil. A 7 heures du matin, le 3 août, elle est remise au ministre d'Allemagne.

Pendant la nuit du 2 au 3 août, tandis qu'au Département des Affaires étrangères, on copiait le texte de la réponse à l'ultimatum, le ministre d'Allemagne se fit annoncer. Reçu par le baron Van der Elst il lui annonça, avec tous les signes d'une vive émotion, qu'il était chargé par son gouvernement de l'informer que, bien que la guerre ne fût pas déclarée, une patrouille de cavalerie française avait traversé la frontière et que des dirigeables français avaient jeté des bombes. — Où cela ? interrogea le baron Van der Elst. — En Allemagne, dit M. de Below. Le baron Van der Elst lui ayant fait remarquer que dans ce cas il ne comprenait pas le but de sa démarche, M. de Below expliqua que les actes dénoncés constituant des atteintes au droit des gens, on devait supposer que la France renouvellerait ces atteintes dans la suite.

Les généraux allemands, dans les premiers jours des hostilités, imaginèrent à leur tour des griefs nouveaux.

Le 4 août, les premiers soldats allemands arrivent à Warsage. Ils distribuent aux habitants une proclamation signée du général von Emmich et disant :

« C'est à mon plus grand regret que les troupes allemandes se voient forcées de franchir la frontière de la Belgique. Elles agissent sous la contrainte d'une nécessité inévitable, la neutralité de la Belgique ayant déjà été violée par des officiers français qui, sous un déguisement avaient traversé le territoire belge en automobile pour pénétrer en Allemagne. »

Ainsi parce que des officiers français travestis auraient secrètement passé sur des routes belges en automobile, l'Allemagne nous déclarait la guerre !

Le général von Bülow recourt à une autre version.

Le 9 août, il lance une proclamation « Au peuple belge », où l'on lit ce qui suit : « Nous combattons l'armée belge uniquement pour forcer le passage vers la France, que votre gouvernement a refusé à tort, quoiqu'il eût toléré la reconnaissance militaire des Français, faits que vos journaux vous ont laissés ignorer. »

Le Gouvernement royal belge, en accusant, à l'Allemagne, réception de son ultimatum, répondait, le 3 août.

Cette note a provoqué chez le Gouvernement du Roi un profond et douloureux étonnement. Les intentions

qu'elle attribue à la France sont en contradiction avec les déclarations formelles qui nous ont été faites, le 1^{er} août, au nom du Gouvernement de la République.

D'ailleurs, si, contrairement à notre attente, une violation de la neutralité belge venait à être commise par la France, la Belgique remplirait tous ses devoirs internationaux et son armée s'opposerait à l'envahisseur avec la plus vigoureuse résistance. Les traités de 1839, confirmés par les traités de 1870, consacrent l'indépendance et la neutralité de la Belgique sous la garantie des puissances et notamment du Gouvernement de S. M. le roi de Prusse.

La Belgique a toujours été fidèle à ses obligations internationales, elle a accompli ses devoirs dans un esprit de loyale impartialité, elle n'a négligé aucun effort pour maintenir et faire respecter sa neutralité. L'atteinte à son indépendance dont la menace le Gouvernement allemand constituerait une flagrante violation du droit des gens.

Aucun intérêt stratégique ne justifie la violation du droit. Le Gouvernement belge en acceptant les propositions qui lui sont notifiées sacrifierait l'honneur de la nation en même temps qu'il trahirait ses devoirs vis-à-vis de l'Europe. Conscient du rôle que la Belgique joue depuis plus de quatre-vingts ans dans la civilisation du monde, il se refuse à croire que l'indépendance de la Belgique ne puisse être conservée qu'au prix de la violation de sa neutralité. Si cet espoir était déçu, le Gouvernement belge est fermement décidé à repousser, par tous les moyens en son pouvoir, toute atteinte à son droit.

Cette fière et digne réponse était le prélude de l'héroïque résistance belge à Liège, à Louvain, à Termonde, à Anvers et, plus tard, jusque sur le canal de l'Yser, qui devait faire l'admiration de l'Europe et du monde civilisé tout entier.

Cette résistance, en retardant de plusieurs semaines l'invasion allemande en France, devait permettre à la France de terminer sa mobilisation et d'être en mesure de faire face à l'ennemi avec la totalité de ses forces de l'armée active.

C'est en ce sens, on a pu le dire avec raison, que la résistance belge a certainement été le principal facteur qui a sauvé Paris de l'atteinte et de la souillure allemandes.

Déclaration de l'Angleterre sur l'Intervention de sa Flotte

Cependant, l'Allemagne, malgré sa présomption orgueilleuse commençait à craindre que l'irréparable s'accomplît entre l'Angleterre et elle. Aussi, ce 3 août, l'Ambassadeur d'Allemagne, prince Lichnowsky faisait-il une démarche auprès de Sir E. Grey pour obtenir l'assurance que la neutralité de l'Angleterre ne dépendrait pas du respect de la neutralité belge.

Comme le télégraphiait aussitôt M. Paul Cambon au Quai d'Orsay : « Sir Ed. Grey s'est refusé à toute conversation à ce sujet. »

L'Ambassadeur d'Allemagne adressa alors à la presse un communiqué disant que, si l'Angleterre restait neutre, l'Allemagne renoncerait à toute opération navale et ne se servirait pas des côtes belges comme point d'appui.

Je fais répondre — ajoutait M. Paul Cambon — que le respect des côtes n'est pas le respect de la neutralité du territoire, et que l'ultimatum allemand est déjà une violation de cette neutralité.

Les Chambres françaises étant convoquées pour le lendemain 4 août, et la déclaration que ferait l'Angleterre sur l'attitude qu'elle comptait observer durant cette guerre, étant attendue avec anxiété par toute l'Europe, et avant tout en France, notre Ambassadeur à Londres s'était rendu au Foreign Office. Il était immédiatement en mesure de télégraphier à M. Viviani cette importante assurance

Londres, le 3 août 1914.

Sir Ed. Grey m'a autorisé à vous faire savoir que vous pourriez déclarer au Parlement qu'il ferait aux Communes des déclarations sur l'attitude actuelle du Gouvernement Britannique et que la principale de ces déclarations serait la suivante :

« Dans le cas où l'escadre allemande franchirait le détroit ou remonterait la Mer du Nord pour doubler les îles britanniques dans le but d'attaquer les côtes françaises ou la marine de guerre française et d'inquiéter la marine marchande française, l'escadre anglaise interviendrait pour prêter à la marine française son entière protection, en sorte que dès ce moment l'Angleterre et l'Allemagne seraient en état de guerre. »

Sir Ed. Grey m'a fait observer que la mention d'une opération par la Mer du Nord impliquait la protection contre une démonstration dans l'Océan Atlantique.

La déclaration concernant l'intervention de la flotte anglaise doit être considérée comme liant le Gouvernement britannique. Sir Ed. Grey m'en a donné l'assurance et a ajouté que le Gouvernement français était par là même en mesure d'en donner connaissance aux Chambres.

La Séance historique du 4 Août au Parlement Français

MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Ce fut au Palais-Bourbon, d'abord, puis au Sénat, une séance inoubliable. Nos grands aïeux, sous la Révolution, avaient eu la nuit du 4 août, qui vit abolir les privilèges féodaux. Notre génération aura eu sa journée du 4 août qui, elle aussi, demeurera dans l'Histoire.

La séance de la Chambre s'ouvrit à 3 heures, sous la présidence de M. Paul Deschanel.

M. le Président de la Chambre rendit d'abord un hommage éloquent et ému à la mémoire du député Jaurès assassiné le 30 juillet, par un fanatique. Puis M. René Viviani monta à la tribune pour donner lecture du message de M. le Président de la République.

Messieurs les Sénateurs,
Messieurs les Députés,

La France vient d'être l'objet d'une agression brutale et préméditée, qui est un insolent défi au droit des gens.

Avant qu'une déclaration de guerre nous ait encore été adressée, avant même que l'ambassadeur d'Allemagne ait demandé ses passeports, notre territoire a été violé. L'Empire d'Allemagne n'a fait hier soir que donner tardivement le nom véritable à un état de fait qu'il avait déjà créé.

Depuis plus de quarante ans, les Français, dans un sincère amour de la paix, ont refoulé au fond de leur cœur le désir des réparations légitimes (Très bien. — Vive approbation.)

Ils ont donné au monde l'exemple d'une grande nation, qui, définitivement, relevée de la défaite par la volonté, la patience et le travail, n'a usé de sa force renouvelée et rajeunie que dans l'intérêt du progrès et pour le bien de l'humanité. (Applaudissements unanimes.)

Depuis que l'ultimatum de l'Autriche a ouvert une crise menaçante pour l'Europe entière, la France s'est attachée à suivre et à recommander partout une politique de prudence, de sagesse et de modération.

On ne peut lui imputer aucun acte, aucun geste, aucun mot, qui n'ait été pacifique et conciliant. (Très bien ! très bien ! Nouveaux applaudissements.)

A l'heure des premiers combats, elle a le droit de se rendre solennellement cette justice qu'elle a fait, jusqu'au dernier moment, les efforts suprêmes pour conjurer la guerre qui vient d'éclater et dont l'Empire d'Allemagne supportera, devant l'Histoire, l'écrasante responsabilité. (Applaudissements prolongés.)

Au lendemain même du jour où nos alliés et nous, nous exprimions publiquement l'espérance de voir se poursuivre pacifiquement les négociations engagées sous les auspices du Cabinet de Londres, l'Allemagne a déclaré subitement la guerre à la Russie ; elle a envahi le territoire du Luxembourg ; elle a outrageusement insulté la noble nation belge (Très bien ! très bien !), notre voisine et notre amie (Applaudissements redoublés), et elle a essayé de nous surprendre traitreusement en pleine conversation diplomatique. (C'est cela ! — Très bien !)

Mais la France veillait. Aussi attentive que pacifique, elle s'était préparée. Et nos ennemis vont rencontrer sur leur chemin nos vaillantes troupes de couverture (Vifs applaudissements) qui sont à leur poste de bataille et à l'abri desquelles s'achèvera méthodiquement la mobilisation de nos forces nationales.

Notre belle et courageuse armée, que la France accompagne aujourd'hui de sa pensée maternelle, s'est levée toute frémissante (Oui ! oui ! Bravo !) pour défendre l'honneur du drapeau et le sol de la Patrie. (Vive approbation.)

Le Président de la République interprète de l'unité du pays (Très bien ! très bien !), exprime à nos troupes de terre et de mer l'admiration et la confiance de tous les Français. (Applaudissements répétés et unanimes.)

Étroitement unie en un même sentiment, la nation persévérera dans le sang-froid dont elle a donné, depuis l'ouverture de la crise, la preuve quotidienne. Elle saura comme toujours concilier les plus généreux élan et les ardeurs les plus enthousiastes avec cette maîtrise de soi qui est le signe des énergies durables et la meilleure garantie de la victoire. (Mouvement prolongé d'approbation.)

Dans la guerre qui s'engage, la France aura pour elle le Droit, dont les peuples non plus que les individus ne sauraient impunément méconnaître l'éternelle puissance morale. (Nouveaux applaudissements.)

Elle sera héroïquement défendue par tous ses fils dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée (Très bien ! Bravo !) et qui sont aujourd'hui fraternellement assemblés dans une même indignation contre l'agresseur et dans une même foi patriotique.

Elle est fidèlement secondée par la Russie son alliée (Applaudissements) ; elle est soutenue par la loyale amitié de l'Angleterre. (Applaudissements prolongés.)

Et déjà, de tous les points du monde civilisé, viennent à elle les sympathies et les vœux. Car elle représente aujourd'hui, une fois de plus, devant l'univers, la Liberté, la Justice et la Raison.

Haut les cœurs et vive la France !

(L'Assemblée tout entière se lève. — Applaudissements prolongés. — Acclamations : Vive la France !)

Communication du Gouvernement

Après cette lecture, le Président de la Chambre donna de nouveau la parole à M. le Président du Conseil pour la communication suivante du Gouvernement.

Messieurs,

L'ambassadeur d'Allemagne a quitté hier Paris, après nous avoir notifié l'état de guerre.

Le Gouvernement doit au Parlement le récit véridique des événements qui, en moins de dix jours, ont déchaîné la guerre européenne et obligé la France pacifique et forte à défendre sa frontière contre une agression dont la soudaineté calculée souligne l'odieuse injustice.

Cette agression, que rien n'excuse et qui a commencé avant qu'aucune déclaration de guerre nous l'eût notifiée, est le dernier acte d'un plan dont j'entends affirmer, devant notre démocratie et devant l'opinion civilisée, l'origine et le but.

A la suite du crime abominable qui a coûté la vie à l'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie et à la duchesse de Hohenberg, des difficultés se sont élevées entre le cabinet de Vienne et le cabinet de Belgrade.

La plupart des puissances n'en ont été qu'officieusement informées jusqu'au vendredi 24 juillet, date à laquelle les ambassadeurs d'Autriche-Hongrie leur ont remis une circulaire que la presse a publiée.

Cette circulaire avait pour objet d'expliquer et de justifier un ultimatum adressé la veille au soir à la Serbie par le Ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade.

Cet ultimatum, en affirmant la complicité de nombreux sujets et associations serbes dans le crime de Serajevo, insinuait que les autorités officielles serbes elles-mêmes n'y étaient pas étrangères. Il exigeait pour le samedi 25 juillet à six heures du soir, une réponse de la Serbie.

Les satisfactions exigées, ou du moins plusieurs d'entre elles, portaient indiscutablement atteinte au droit d'un Etat souverain. Malgré leur caractère excessif, la Serbie, le 25 juillet, déclara s'y soumettre, presque sans aucune réserve.

A cette soumission, qui constituait pour l'Autriche-Hongrie un succès, pour la paix européenne une garantie, les conseils de la France, de la Russie et de la Grande-Bretagne, adressés à Belgrade, dès la première heure, n'étaient pas étrangers.

Ces conseils avaient d'autant plus de valeur que les exigences austro-hongroises avaient été dissimulées aux chancelleries de la Triple-Entente à qui, dans les trois semaines précédentes, le Gouvernement austro-hongrois avait donné à plusieurs reprises l'assurance que ses revendications seraient extrêmement modérées.

C'est donc avec un juste étonnement que les cabinets de Paris, de Saint-Petersbourg et de Londres apprirent le 26 juillet que le ministre d'Autriche à Belgrade, après un examen de quelques minutes, avait déclaré inacceptable la réponse serbe et rompu les relations diplomatiques.

Cet étonnement s'aggravait de ce fait que, dès le vendredi 24, l'ambassadeur d'Allemagne était venu lire au ministre français des affaires étrangères une note verbale affirmant que le conflit austro-serbe devait demeurer localisé, sans intervention des grandes puissances, faute de quoi on en pouvait redouter des conséquences incalculables.

Une démarche analogue fut faite le samedi 25 à Londres et à Saint-Petersbourg.

Est-il besoin, Messieurs, de vous signaler combien les termes menaçants employés par l'ambassadeur d'Allemagne à Paris contrastaient avec les sentiments conciliants dont les puissances de la Triple-Entente venaient de fournir la preuve par les conseils de soumission qu'elles avaient donnés à la Serbie ?

Néanmoins, sans nous arrêter au caractère anormal de la démarche allemande, nous avons, d'accord avec nos alliés et nos amis, immédiatement engagé une action de conciliation en invitant l'Allemagne à s'y associer.

Nous avons eu, dès la première heure, le regret de constater que nos dispositions et nos efforts ne rencontraient à Berlin aucun écho.

Non seulement l'Allemagne ne paraissait nulle-

ment disposée à donner à l'Autriche-Hongrie les conseils amicaux que sa situation l'autorisait à formuler, mais, dès ce moment, et plus encore dans les jours suivants, elle semblait s'interposer entre le Cabinet de Vienne et les propositions transactionnelles émanant des autres puissances.

Le mardi 28 juillet, l'Autriche-Hongrie déclara la guerre à la Serbie. Cette déclaration de guerre aggravant, à quarante-huit heures de distance, l'état de choses créé par la rupture des relations diplomatiques permettait de croire à une volonté réfléchie de guerre, à un programme systématique tendant à l'asservissement de la Serbie.

Ainsi se trouvaient mis en cause, non seulement l'indépendance d'un peuple vaillant, mais l'équilibre des Balkans, inscrit dans le traité de Bucarest de 1913, et consacré par l'adhésion morale de toutes les grandes puissances.

Cependant, à la suggestion du Gouvernement britannique, toujours attaché de la façon la plus ferme au maintien de la paix européenne, les négociations se poursuivaient, ou, plus exactement, les puissances de la Triple-Entente essayaient de les poursuivre.

De ce désir commun est sortie la proposition d'une action à quatre : Angleterre, France, Allemagne, Italie, destinée, en assurant à l'Autriche toutes les satisfactions légitimes, à ménager un règlement équitable du conflit.

Le mercredi 29, le Gouvernement russe constatant l'échec persistant de ces tentatives, et en présence



M. Jules CAMBON,
Ambassadeur de France à Berlin.

de la mobilisation et de la déclaration de guerre austro-allemandes, redoutant pour la Serbie un écrasement militaire, décida, à titre préventif, la mobilisation des troupes de quatre arrondissements militaires c'est-à-dire des formations échelonnées le long de la frontière austro-hongroise exclusivement.

Ce faisant, il prenait soin d'aviser le Gouvernement allemand que cette mesure limitée et sans caractère offensif à l'égard de l'Autriche n'était, à aucun degré, dirigée contre l'Allemagne.

Dans une conversation avec l'ambassadeur de Russie à Berlin, le secrétaire d'Etat allemand aux Affaires étrangères ne faisait point difficulté de le reconnaître.

Par contre, tout ce que tentait la Grande-Bretagne, avec l'adhésion de la Russie et l'appui de la France pour établir le contact entre l'Autriche et la Serbie, sous le patronage moral de l'Europe, se heurtait, à Berlin, à un parti pris négatif dont les dépêches diplomatiques fournissent la preuve péremptoire.

C'était là une situation troublante et qui rendait vraisemblable l'existence à Berlin de certaines arrière-pensées. Quelques heures après, ces hypothèses et ces craintes devaient se transformer en certitudes.

En effet, l'attitude négative de l'Allemagne faisait place trente-six heures plus tard à des initiatives justement alarmantes : le 31 juillet, l'Allemagne, en proclamant l'état de « danger de guerre », coupait les communications entre elle et le reste de l'Europe et se donnait toute liberté de poursuivre contre la France, dans un secret absolu, des préparatifs militaires que rien, vous l'avez vu, ne pouvait justifier.

Depuis plusieurs jours déjà, et dans des conditions difficiles à expliquer, l'Allemagne avait préparé le passage de son armée du pied de paix au pied de guerre.

Dès le 25 juillet au matin, c'est-à-dire avant même l'expiration du délai assigné à la Serbie par l'Autriche, elle avait consigné les garnisons d'Alsace-Lorraine. Le même jour, elle avait mis en état d'armement les ouvrages proches de la frontière. Le 26, elle avait prescrit aux chemins de fer les mesures préparatoires de la concentration. Le 27, elle avait effectué les réqui-

sitions et mis en place ses troupes de couverture. Le 28, les appels individuels de réservistes avaient commencé et les éléments éloignés de la frontière en avaient été rapprochés.

Toutes ces mesures, poursuivies avec une méthode implacable, pouvaient-elles nous laisser des doutes sur les intentions de l'Allemagne ?

Telle était la situation, lorsque, le 31 juillet au soir, le Gouvernement allemand, qui depuis le 24, n'avait participé par aucun acte positif aux efforts conciliants de la Triple-Entente, adressa au Gouvernement russe un ultimatum, sous prétexte que la Russie avait ordonné la mobilisation générale de ses armées, et il exigea dans un délai de douze heures l'arrêt de cette mobilisation.

Cette exigence, d'autant plus blessante dans la forme que, quelques heures plus tôt, l'empereur Nicolas II, dans un geste de confiance spontanée, avait demandé à l'empereur d'Allemagne sa médiation, se produisait au moment où, à la demande de l'Angleterre et au su de l'Allemagne, le Gouvernement russe acceptait une formule de nature à préparer un règlement amiable du conflit austro-serbe et des difficultés austro-russes par l'arrêt simultané des opérations et préparatifs militaires.

Le même jour, cette démarche inamicale à l'égard de la Russie se doublait d'actes nettement hostiles à l'égard de la France : rupture des communications par routes, voies ferrées, télégraphes et téléphones, saisie des locomotives françaises à leur arrivée à la frontière, placement de mitrailleuses au milieu de la voie ferrée qui avait été coupée, concentration de troupes à cette frontière.

Dès ce moment, il ne nous était plus permis de croire à la sincérité des déclarations pacifiques que le représentant de l'Allemagne continuait à nous prodiguer. (Mouvement.)

Nous savions qu'à l'abri de l'état de « danger de guerre » proclamé, l'Allemagne mobilisait.

Nous apprenions que six classes de réservistes avaient été appelées et que les transports de concentration se poursuivaient pour des corps d'armée même stationnés à une notable distance de la frontière.

A mesure que ces événements se déroulaient, le Gouvernement, attentif et vigilant, prenait de jour en jour et même d'heure en heure les mesures de sauvegarde qu'imposait la situation : la mobilisation générale de nos armées de terre et de mer a été ordonnée.

Le même soir, à 7 h. 30, l'Allemagne, sans égard à l'acceptation par le Cabinet de Saint-Petersbourg de la proposition anglaise que j'ai rappelée plus haut, déclarait la guerre à la Russie.

Le lendemain, dimanche 2 août, sans égard à l'extrême modération de la France, en contradiction avec les déclarations pacifiques de l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, au mépris des règles du droit international, les troupes allemandes franchissaient en trois points différents notre frontière.

En même temps, en violation du traité de 1867 qui a garanti, avec la signature de la Prusse, la neutralité du Luxembourg, elles envahissaient le territoire du grand-duché, motivant ainsi la protestation du Gouvernement luxembourgeois.

Enfin, la neutralité de la Belgique même était menacée : le ministre d'Allemagne remettait le 2 août au soir au Gouvernement belge un ultimatum l'invitant à faciliter en Belgique les opérations militaires contre la France, sous le prétexte mensonger que la neutralité belge était menacée par nous ; le Gouvernement belge s'y refusa, déclarant qu'il était résolu à défendre énergiquement sa neutralité, respectée par la France et garantie par les traités, en particulier par le roi de Prusse. (Applaudissements unanimes et prolongés.)

Depuis lors, Messieurs, les agressions se sont renouvelées, multipliées et accentuées. Sur plus de quinze points notre frontière a été violée. Des coups de fusil ont été tirés contre nos soldats et nos douaniers. Il y a eu des morts et des blessés. Hier, un aviateur allemand a lancé trois bombes sur Lunéville.

L'ambassadeur d'Allemagne, à qui nous avons communiqué ces faits, ainsi qu'à toutes les grandes puissances, ne les a pas démentis et n'en a pas exprimé de regrets. Par contre, il est venu hier soir me demander ses passeports et nous notifier l'état de guerre, en arguant, contre toute vérité, d'actes d'hostilité commis par des aviateurs français en territoire allemand, dans la région de l'Eiffel et même sur le chemin de fer de Carlsruhe à Nuremberg. Voici la lettre qu'il m'a remise à ce sujet.

Ici, M. Viviani donnait lecture à la Chambre de la note que nous avons citée et que M. de Schoen lui avait remise, portant déclaration de guerre de l'Allemagne à la France.

Puis il continuait ainsi :

Ai-je besoin, messieurs, d'insister sur l'absurdité de ces prétextes que l'on voudrait présenter comme des griefs ? A aucun moment, aucun aviateur français n'a pénétré en Belgique, aucun aviateur français n'a commis, ni en Bavière, ni dans aucune autre partie de l'Allemagne, aucun acte d'hostilité. L'opinion européenne a déjà fait justice de ces inventions misérables. (Vifs applaudissements unanimes.)

Contre ces attaques qui violent toutes les lois de l'équité et toutes les règles du droit public, nous avons, dès maintenant, pris toutes les dispositions nécessaires ; l'exécution s'en poursuit avec une rigoureuse méthode et un absolu sang-froid.

La mobilisation de l'armée se continue également avec une énergie remarquable et un enthousiasme sans

restriction. (La Chambre entière se lève. — Applaudissements unanimes et prolongés.)

L'armée belge, mobilisée à 250.000 hommes, se dispose à défendre avec une magnifique ardeur la neutralité et l'indépendance de son pays. (Nouveaux applaudissements vifs et unanimes.)

La flotte anglaise est mobilisée tout entière et l'ordre a été donné de mobiliser l'armée de terre. (Tous les députés se lèvent et applaudissent longuement.)

Dès 1912, des pourparlers avaient eu lieu entre les Etats-Majors anglais et français, terminés par un échange de lettres entre Sir Edward Grey et M. Paul Cambon. Le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères a donné, hier soir, à la Chambre des communes, communication des lettres échangées, et je vais avoir l'honneur, d'accord avec le Gouvernement britannique, de porter à votre connaissance le contenu de ces deux documents :

« Londres, le 22 novembre 1912.

Mon cher Ambassadeur,

A différentes reprises, au cours des dernières années, les Etats-Majors militaires et navals de la France et de la Grande-Bretagne ont échangé leurs vues. Il a toujours été entendu que ces échanges de vues ne portent pas at-



M. de BETHMANN-HOLLWEG,
Chancelier de l'Empire allemand.

teinte à la liberté de l'un et l'autre Gouvernement de décider à n'importe quel moment dans l'avenir s'il doit ou non soutenir l'autre avec ses forces armées. Nous avons admis que des échanges de vues entre techniciens ne constituent pas et ne doivent pas être regardés comme constituant un engagement qui oblige l'un ou l'autre Gouvernement à intervenir dans une éventualité qui ne s'est pas encore présentée et qui peut ne jamais naître. Par exemple, la répartition actuelle des flottes françaises et anglaises ne repose pas sur un engagement de collaborer en temps de guerre.

Vous avez cependant fait remarquer que si l'un ou l'autre Gouvernement avait de graves raisons de redouter une attaque de la part d'une tierce puissance sans aucune provocation, il pourrait être essentiel de savoir si, dans cette circonstance, il pourrait compter sur l'assistance militaire de l'autre puissance.

J'accepte que si l'un ou l'autre Gouvernement a de graves raisons de craindre une attaque sans provocation de la part d'une tierce puissance, ou tout autre événement menaçant pour la paix générale, ce Gouvernement devrait examiner immédiatement avec l'autre, s'ils ne doivent pas agir tous deux ensemble pour empêcher l'agression et maintenir la paix, et, dans ce cas, rechercher les mesures qu'ils devraient prendre en commun.

Si ces mesures comportaient une action militaire, les plans des Etats-Majors généraux seraient aussitôt pris en considération et les deux Gouvernements décideraient alors la suite qu'il conviendrait de leur donner. Sincèrement à vous.

Signé : E. GREY.

A cette lettre, à la date du 23 novembre 1912, notre ambassadeur, M. Paul Cambon, répondait :

Londres, le 23 novembre 1912.

Cher sir Edward,

Par votre lettre en date d'hier 22 novembre, vous m'avez rappelé que, dans ces dernières années, les autorités militaires et navales de la France et de la Grande-Bretagne s'étaient concertées de temps en temps ; qu'il avait toujours été entendu que ces consultations ne restreignaient pas la liberté, pour chaque Gouvernement, de décider, dans l'avenir, s'il se prêterait l'un l'autre le concours de leurs forces armées ; que, de part et d'autre, ces consultations entre spécialistes n'étaient et ne devaient pas être considérées comme des engagements obligeant

nos Gouvernements à agir dans certains cas ; que cependant je vous avais fait observer que si l'un ou l'autre des deux Gouvernements avait de graves raisons d'appréhender une attaque non provoquée de la part d'une tierce puissance, il deviendrait essentiel de savoir s'il pourrait compter sur l'assistance armée de l'autre.

Votre lettre répond à cette observation et je suis autorisé à vous déclarer que, dans le cas où l'un de nos deux Gouvernements aurait un motif grave d'appréhender soit l'agression d'une tierce puissance, soit quelque événement menaçant pour la paix générale, ce Gouvernement examinerait immédiatement avec l'autre si les deux Gouvernements doivent agir de concert en vue de prévenir l'agression ou de sauvegarder la paix. Dans ce cas, les deux Gouvernements délibéreraient sur les mesures qu'ils seraient disposés à prendre en commun ; si ces mesures comportaient une action, les deux Gouvernements prendraient aussitôt en considération les plans de leurs états-majors et décideraient alors de la suite qui devrait être donnée à ces plans.

Sincèrement à vous.

Signé : P. CAMBON.

A la Chambre des Communes, le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères a parlé de la France, aux applaudissements des députés, dans des termes élevés et chaleureux, et son langage a déjà profondément retenti dans tous les cœurs français. (Vifs applaudissements unanimes.) Je tiens, au nom du Gouvernement de la République, à remercier, du haut de la tribune, le Gouvernement anglais de la cordialité de ses paroles et le Parlement français s'associera à ce sentiment. (Nouveaux applaudissements prolongés et unanimes.)

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères a fait, notamment, la déclaration suivante :

Dans le cas où l'escadre allemande franchirait le détroit ou remonterait la mer du Nord pour doubler les Iles-Britanniques dans le but d'attaquer les côtes françaises ou la marine de guerre française, et d'inquiéter la marine marchande française, l'escadre anglaise interviendrait pour prêter à la marine française son entière protection, de sorte que, dès ce moment, l'Angleterre et l'Allemagne seraient en état de guerre. (Applaudissements répétés et prolongés.)

Dès maintenant, la flotte anglaise couvre donc nos côtes du Nord et de l'Ouest contre une agression allemande.

Messieurs, voilà les faits. Je crois que, dans leur rigoureux enchaînement, ils suffisent à justifier les actes du Gouvernement de la République. Je veux cependant de ce récit dégager la conclusion, donner son véritable sens à l'agression inouïe dont la France est victime.

Les vainqueurs de 1870 ont eu, vous le savez, à diverses reprises, le désir de redoubler les coups qu'ils nous avaient portés. En 1875, la guerre destinée à achever la France vaincue n'a été empêchée que par l'intervention des deux Puissances à qui devaient nous unir plus tard les liens de l'alliance et de l'amitié (Applaudissements unanimes), par l'intervention de la Russie et par celle de la Grande-Bretagne. (Tous les députés se lèvent et applaudissent longuement.)

Depuis lors, la République française, par la restauration des forces nationales et la conclusion d'accords diplomatiques invariablement pratiqués, a réussi à se libérer du joug qu'au sein même de la paix, Bismarck avait su faire peser sur l'Europe.

Elle a rétabli l'équilibre européen, garant de la dignité de chacun.

Messieurs, je ne sais si je m'abuse, mais il m'apparaît que cette œuvre de réparation pacifique, d'affranchissement et de dignité définitivement scellée en 1904 et 1907 avec le concours génial du roi Edouard VII d'Angleterre et du gouvernement de la Couronne (Vifs applaudissements), c'est cela que l'empire allemand veut détruire aujourd'hui par un audacieux coup de force.

L'Allemagne n'a rien à nous reprocher.

Nous avons consenti à la paix un sacrifice sans précédent en portant un demi-siècle silencieux, à nos flancs, la blessure ouverte par elle. (Vifs applaudissements unanimes.)

Nous en avons consenti d'autres dans tous les débats que, depuis 1904, la diplomatie impériale a systématiquement provoqués, soit au Maroc, soit ailleurs, aussi bien en 1905 qu'en 1906, en 1908 qu'en 1911.

La Russie, elle aussi, a fait preuve d'une grande modération lors des événements de 1908, comme dans la crise actuelle.

Elle a observé la même modération, et la Triple-Entente avec elle, quand dans la crise orientale de 1912, l'Autriche et l'Allemagne ont formulé, soit contre la Serbie, soit contre la Grèce, des exigences, discutables pourtant, l'événement l'a prouvé.

Inutiles sacrifices, stériles transactions, vains efforts, puisque aujourd'hui, en pleine action de conciliation, nous sommes, nos alliés et nous, attaqués par surprise. (Applaudissements prolongés.)

Nul ne peut croire de bonne foi que nous sommes les agresseurs ; vainement, l'on veut troubler les principes sacrés de droit et de liberté, qui régissent les nations comme les individus : l'Italie, dans la claire conscience du génie latin, nous a notifié qu'elle entendait garder la neutralité (Tous les députés se lèvent et applaudissent longuement.)

Cette décision a rencontré dans toute la France l'écho de la joie la plus sincère. Je me suis fait l'interprète auprès du chargé d'affaires d'Italie, en lui disant combien je me félicitais que les deux sœurs la-

tines, qui ont même origine et même idéal, un passé de gloire commun, ne se trouvent pas opposées. (*Nouveaux applaudissements.*)

Ce qu'on attaque, Messieurs, nous le déclarons très haut, c'est cette indépendance, cette dignité, cette sécurité que la Triple-Entente a reconquises dans l'équilibre, au service de la paix.

Ce qu'on attaque, ce sont les libertés de l'Europe, dont la France, ses alliés et ses amis sont fiers d'être les défenseurs. (*Vifs applaudissements.*)

Ces libertés, nous allons les défendre, car ce sont elles qui sont en cause et tout le reste n'a été que prétexte.

La France injustement provoquée, n'a pas voulu la guerre. Elle a tout fait pour la conjurer. Puisqu'on la lui impose, elle se défendra contre l'Allemagne et contre toute puissance qui, n'ayant pas encore fait connaître son sentiment, prendrait part, à côté de cette dernière, au conflit entre les deux pays. (*Tous les députés se lèvent et applaudissent.*)

Un peuple libre et fort, qui soutient un idéal séculaire et s'unit tout entier pour la sauvegarde de son existence; une démocratie qui a su discipliner son effort militaire et n'a pas craint, l'an passé, d'en alourdir le poids pour répondre aux armements voisins, une nation armée, luttant pour sa vie propre et pour l'indépendance de l'Europe, voilà le spectacle que nous nous honorons d'offrir aux témoins de cette lutte formidable qui, depuis quelques jours, se prépare dans le calme le plus méthodique.

Nous sommes sans reproche. Nous serons sans peur. (*Tous les députés se lèvent et applaudissent longuement.*)

La France a prouvé souvent, dans des conditions moins favorables, qu'elle est le plus redoutable adversaire quand elle se bat, comme c'est le cas aujourd'hui, pour la liberté et pour le droit. (*Applaudissements.*)

LA JOURNÉE DU 4 AOÛT A LONDRES

DISCOURS DE SIR EDWARD GREY A LA CHAMBRE DES COMMUNES

Le 3 août, M. Viviani télégraphiait à tous les représentants de la France à l'étranger qu'il avait appris, de source officielle belge, que les troupes allemandes avaient violé le territoire belge à Gemmerich dans la région de Verviers.

Le lendemain 4 août, notre Ministre de France à Bruxelles, télégraphiait au Quai d'Orsay l'appel de la Belgique à la France, à l'Angleterre et à la Russie, comme puissances garantes de sa neutralité violée par l'Allemagne :

Le Chef de Cabinet du Ministère des Affaires étrangères me remet une lettre par laquelle le Gouvernement du Roi déclare être fermement décidé à résister par tous les moyens en son pouvoir à l'agression de l'Allemagne. La Belgique fait appel à l'Angleterre, la France et la Russie pour coopérer comme garantes à la défense de son territoire. Il y aurait une action concertée et commune ayant pour but de résister aux mesures de force, employées par l'Allemagne contre la Belgique, et en même temps de garantir le maintien de l'indépendance et de l'intégrité de la Belgique dans l'avenir. La Belgique est heureuse de pouvoir déclarer qu'elle assurera la défense des places fortes. »

Le même jour, notre Ambassadeur à Londres, M. Paul Cambon était en mesure de prévenir notre Gouvernement que l'Allemagne avait été invitée par l'Angleterre à retirer son ultimatum à la Belgique et à donner sa réponse le soir même, avant minuit.

La loyale Angleterre prenait, en effet, position dans la tragédie mondiale qui commençait. La Grande-Bretagne allait se déclarer hautement, par la bouche du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, pour la civilisation contre l'odieuse agression de l'Allemagne et la barbarie germanique.

A la Chambre des Communes, Sir Edward Grey prenait la parole en ces termes :

La semaine dernière, je déclarais que nous travaillions pour la paix, non seulement pour ce pays, mais pour maintenir la paix de l'Europe. Aujourd'hui, bien que les événements aient marché si rapidement qu'il semble difficile de se prononcer d'une façon suffisamment précise sur la situation, il est clair que la paix de l'Europe ne peut plus désormais être maintenue. La Russie et l'Allemagne se sont déclarées la guerre. (*A ce moment la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France n'était pas encore connue à Londres.*)

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères déclare ensuite qu'il tient à exposer à la Chambre la position de l'Angleterre dans la crise, afin que l'Assemblée puisse se prononcer en pleine connaissance de cause. Après avoir rappelé les efforts incessants de l'Angleterre pour maintenir la paix, notamment au cours de la crise balkanique, sir

En vous soumettant nos actes, à vous, Messieurs, qui êtes nos juges, nous avons pour porter le poids de notre lourde responsabilité, le réconfort d'une conscience sans trouble et la certitude du devoir accompli. (*Tous les députés se lèvent et applaudissent longuement.*)

Après ce discours, le Président donne lecture de la dépêche qu'il a reçue de la Chambre serbe.

Nisch.

Au nom de la Skoupchtina nationale, assemblée à Nisch, et à la suite d'une résolution votée à l'unanimité, j'ai l'honneur de vous transmettre, en vous priant de le communiquer à la chambre des Députés, le salut le plus chaleureux de la Skoupchtina serbe. Le peuple serbe a toujours eu les sympathies les plus vives et le plus grand respect pour la grande nation française et, dans ce moment historique, nous tous en Serbie puisons une nouvelle force dans le sentiment que nous nous trouvons du même côté que la France pour la défense du droit et de la justice.

Le Président,

Signé : NICOLITCH.

(*Tous les députés se lèvent et applaudissent.*)

Le Président du Conseil se rendit alors au Sénat pour y donner lecture à la fois du message du Président de la République et de la déclaration qui venait d'être faite à la Chambre.

Puis les projets de lois nécessaires furent déposés par M. le Ministre des Finances et renvoyés à la Commission du budget. Un de ces projets fut accueilli par des applaudissements particulièrement vifs, ce fut celui relatif à l'admission des Alsaciens-Lorrains dans l'armée française.

L'Accord écrit de 1912

Ces conversations eurent lieu en 1912 ; la question fit l'objet de l'examen du Cabinet, et il fut décidé que nous devrions avoir un accord précis par écrit. Cet accord devait avoir la forme d'une lettre non officielle. Les conversations ne lient pas les deux Gouvernements. Le 22 novembre 1912, j'écrivis la lettre, que je vais lire à la Chambre, à l'Ambassadeur de France, et je reçus de lui en réponse une lettre identique.

On a lu le texte de cette lettre dans le discours que M. Viviani a prononcé à la Chambre des Députés.

LORD CHARLES BERESFORD. — Quelle est la date de l'accord ?

SIR EDWARD GREY. — 12 novembre 1912. C'est la base de l'attitude du Gouvernement dans la crise actuelle. Je crois qu'il rend parfaitement intelligible la situation de l'Angleterre.

Le Conflit actuel

Le ministre déclare que la crise actuelle n'a pour point de départ aucun fait au sujet duquel la Grande-Bretagne ait conclu un accord spécial avec la France. Son point de départ est un conflit entre l'Autriche et la Serbie.

Je puis dire avec la plus absolue confiance qu'aucun gouvernement et qu'aucun pays n'était moins désireux d'être impliqué dans une guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie que le Gouvernement français et la nation française. Ils y sont impliqués par suite de leurs obligations d'honneur et une alliance précise avec la Russie.

Mais cette obligation d'honneur ne peut s'appliquer à nous avec la même force.

Nous ne sommes pas parties avec l'alliance franco-russe. Nous ne connaissons même pas les termes de cette alliance.

La situation est donc bien nette en ce qui concerne la question d'honneur. Quelle est, dans ces conditions, notre position ?

Nous avons depuis de longues années entretenu des relations amicales avec la France. (*Applaudissements.*)

Je me souviens parfaitement du sentiment de cette Assemblée, — je me souviens de mon propre sentiment, lorsque le dernier Gouvernement conclut cet arrangement avec la France, — de l'impression de réconfort résultant du fait que ces deux nations, que des différends perpétuels avaient divisées dans le passé, avaient résolu ces différends. (*Applaudissements.*)

Jusqu'à quel point cette amitié implique-t-elle des obligations ? C'est à la Chambre d'en juger.

La nation française a une flotte actuellement dans la Méditerranée. Les côtes septentrionales et occidentales de la France sont absolument sans défense. Avec la flotte française dans la Méditerranée, la situation est très différente de ce qu'elle était auparavant.

En ce qui concerne la France, l'amitié qui s'était établie et qui avait grandi entre les deux pays avait donné à la France le sentiment de sécurité, le sentiment qu'elle n'avait plus rien à craindre de nous.

Mon impression personnelle est que si une flotte étrangère, engagée dans une guerre que la France n'aurait pas cherchée, pénétrait dans la Manche, bombardait et détruirait les parties non défendues de la côte française, nous ne pourrions pas rester immobiles. (*Applaudissements frénétiques et prolongés.*)

En présence de ce qui se passerait sous nos yeux, nous ne pourrions pas rester les bras croisés sans rien faire. Cette impression, je le crois, est celle du pays tout entier. (*Applaudissements prolongés.*)

Mais je désire envisager la question du point de vue des intérêts britanniques, et c'est de ce point de vue que je vais m'attacher à justifier ce que je vais dire à la Chambre.

Si nous ne disons rien ce moment, que fera la France avec sa flotte dans la Méditerranée, ses côtes du Nord et de l'Ouest absolument sans défense, à la merci d'une flotte allemande pénétrant dans la Manche ?

Nous devons nous souvenir que nous sommes en présence d'une guerre de vie ou de mort.

Il se peut que la flotte française soit retirée de la Méditerranée. Nous sommes en présence d'une conflagration européenne. Est-il possible de se faire une juste idée des conséquences qui en découleront ?

Neutralité impossible

Supposons pour un instant que nous observions une attitude de neutralité. Supposons que la flotte française soit retirée de la Méditerranée. Supposons que les événements rendent nécessaire pour les intérêts britanniques que nous fassions la guerre. Supposons que l'Italie ne reste pas neutre comme elle l'est actuellement, parce qu'elle comprend que c'est une guerre agressive. (*Violents applaudissements.*) et que la Triple Alliance est une alliance défensive.

Supposons que l'Italie modifie son attitude de neutralité au moment où nous serons forcés, pour défendre les intérêts britanniques, de combattre nous-mêmes. Quelle serait alors la situation de la Méditerranée ? La liberté du commerce dans cette région est vitale. Quelle serait la situation si nous étions obligés de maintenir une flotte dans la Méditerranée ? Quels risques ne courraient pas les intérêts britanniques du fait de notre neutralité ? Eh bien, la France a le droit de

3 Août - 15 Août : Les Douze premiers Jours de la Guerre



Résumé cinématographique des principaux événements qui se sont déroulés, tant en France qu'à l'étranger, du 3 Août au 15 Août.

Ayuntamiento de Madrid

savoir, et de le savoir immédiatement (Violents applaudissements), ce que notre attitude sera...

J'ai fait la déclaration suivante à l'ambassadeur de France :

Je suis autorisé à donner l'assurance que si une flotte allemande pénétre dans la Manche ou traverse la mer du Nord pour entreprendre une attaque contre les côtes ou le commerce maritime français, la flotte anglaise lui donnera toute la protection (full protection) dont elle dispose. (Violents applaudissements.)

Cette assurance est, bien entendu, sujette à l'approbation du Parlement et elle ne doit pas être envisagée comme obligeant le Gouvernement à entrer en action jusqu'à ce que l'occasion se produise.

Aussi mes paroles ne constituent point une déclaration de guerre de notre part et n'impliquent pas une action offensive de notre part, MAIS ELLES DOIVENT ÊTRE ENVISAGÉES COMME NOUS LIANT A PRENDRE L'OFFENSIVE SI LES CIRCONSTANCES L'EXIGENT.

Je crois savoir que le Gouvernement allemand serait disposé, si nous voulions nous engager à observer la neutralité, à consentir à ce que sa flotte n'attaque pas la France. Je n'ai appris cela que quelques minutes, avant la séance de la Chambre, mais cela constitue un engagement trop étroit et exigeant un sérieux examen.

Au surplus, des considérations plus graves d'heure en heure retiennent notre attention.

La Neutralité de la Belgique

Je veux parler de la question de la neutralité de la Belgique (Applaudissements). Quelle est notre situation en ce qui concerne la Belgique ? Le facteur principal est le traité de 1839.

Sir Edward Grey expose que cette question de la neutralité de la Belgique a préoccupé le Gouvernement au cours de la semaine passée.

Je savais, dit-il, que cette question doit constituer le facteur dominant de notre politique. (Applaudissements.) Je télégraphiai en même temps, en termes identiques, à Paris et à Berlin, déclarant qu'il était essentiel, pour nous, de savoir si les Gouvernements français et allemand étaient respectivement prêts à prendre l'engagement de respecter la neutralité belge. (Applaudissements.)

Voici la réponse du Gouvernement français :

Le Gouvernement français est résolu à respecter la neutralité de la Belgique, et ce ne serait que dans le cas où quelque autre puissance violerait la neutralité que la France pourrait se trouver elle-même dans la nécessité d'agir autrement.

Voici la réponse du Gouvernement allemand :

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères est dans l'impossibilité de donner une réponse avant d'avoir consulté l'Empereur et le chancelier.

Sir Edward Goschen déclara qu'il espérait que la réponse ne tarderait pas.

Le ministre allemand des Affaires étrangères donna alors à entendre à sir Edward Goschen qu'il doutait de pouvoir répondre, car toute réponse de sa part ne manquerait pas, dans le cas de guerre, d'avoir l'effet regrettable de divulguer une partie du plan de campagne allemand. (Rires.)

Je télégraphiai en même temps à Bruxelles et au Gouvernement belge et reçus la réponse suivante de notre ambassadeur : « Le ministre des Affaires étrangères m'a remercié de ma communication et a répondu que la Belgique ferait tout en son pouvoir pour maintenir sa neutralité. Il m'a prié d'ajouter que le Gouvernement belge estimait être en mesure de défendre la neutralité du pays en cas d'attaque. (Applaudissements.) »

L'Ultimatum allemand à la Belgique

Le ministre en arrive à l'envoi de l'ultimatum allemand à la Belgique. Il ajoute :

Peu de temps avant mon arrivée à la Chambre, j'ai été informé que le télégramme suivant a été envoyé par le roi des Belges au roi Georges :

Me souvenir des nombreuses preuves d'amitié de Votre Majesté et de votre prédécesseur, et de l'attitude amicale de l'Angleterre en 1870, ainsi que du nouveau gage d'amitié qu'elle vient de me donner, j'adresse un suprême appel à l'intervention diplomatique de Votre Majesté pour sauvegarder l'intégrité de la Belgique.

La lecture de ce télégramme est accueillie par de nombreux applaudissements.

Mais l'intervention diplomatique, ajoute sir Edward Grey, a eu lieu la semaine dernière. Que peut faire maintenant cette intervention ? Nous avons un intérêt vital à l'indépendance de la Belgique. Si l'indépendance de la Belgique disparaissait, l'indépendance des Pays-Bas disparaîtrait également. La Chambre doit considérer quels intérêts britanniques seraient en jeu si, dans une crise pareille, nous nous dérobiaient. (Applaudissements.)

Vous ne vous imaginez pas que si une grande puissance restait à l'écart pendant une guerre comme celle-ci, elle serait à même de faire valoir ses intérêts après la guerre.

Si les informations reçues par le Gouvernement au sujet de la Belgique se confirmaient, le Gouvernement anglais serait dans l'obligation de faire tous ses efforts

pour empêcher les conséquences qui résulteraient des faits annoncés.

Si nous sommes engagés dans une guerre, nous ne souffrirons pas beaucoup plus que si nous nous tenons à l'écart. Que nous participions ou non à la guerre, le commerce étranger va être interrompu... Si nous nous tenons à l'écart, je ne crois pas un instant que nous serons en mesure de faire usage de notre force matérielle pour éviter ou pour défaire tout ce qui se sera produit durant la guerre, pour empêcher la totalité de l'Europe Occidentale de tomber sous la domination d'une seule puissance, et je suis, par contre, persuadé que notre situation morale serait pire.

Je crois devoir déclarer à la Chambre que nous n'avons encore pris aucun engagement en ce qui concerne l'envoi d'un corps expéditionnaire. La mobilisation de la flotte est terminée. La mobilisation de l'armée se poursuit. (Applaudissements prolongés de l'opposition.)

En dehors de cela, nous n'avons pris aucun engagement, parce que nous reconnaissons que nous avons d'énormes responsabilités dans l'Inde et dans d'autres parties de l'Empire. Il faut que nous sachions où nous allons.

Maintenant j'ai fait connaître à la Chambre jusqu'où nous sommes allés. Il nous reste un moyen de rester en dehors du conflit. Il nous est loisible de proclamer notre neutralité intégrale. Cela, nous le voulons pas. (Applaudissements frénétiques.)

Si nous n'adoptons pas la ligne de conduite que je viens d'indiquer, — et nous avons à envisager les droits de traité de la Belgique, la situation possible dans la Méditerranée, et les conséquences qu'aura pour nous-mêmes et pour la France notre inaction, — si nous déclarons que ces considérations importent, peu, j'estime que nous sacrifierons notre respect, notre nom et notre réputation et que nous n'échapperons pas aux plus sérieuses conséquences économiques.

J'en ai peut-être dit assez pour montrer que nous devons être prêts... (Applaudissements prolongés.) NOUS SOMMES PRÊTS... (Nouveaux applaudissements qui se prolongent pendant une minute) NOUS SOMMES PRÊTS A TOUTES LES CONSÉQUENCES qui peuvent résul-

Comment les Ambassadeurs de France et d'Angleterre quittèrent Berlin

TRAITEMENT INDIGNE INFLIGÉ A M. JULES CAMBON

Le Gouvernement allemand avait dirigé notre Ambassadeur à Berlin sur le Danemark. En arrivant à Copenhague, le 6 août, après deux jours et deux nuits de voyage, M. J. Cambon adressait son rapport à M. Doumergue, Ministre des Affaires étrangères, pour le mettre au courant des procédés indignes qu'on avait eus à l'égard du représentant de la France — et qui sont à mettre en parallèle avec la parfaite courtoisie dont avait fait preuve le Gouvernement français, envers M. de Schœn, lors de son départ de Paris.

Lundi matin, 3 août, après que j'avais, conformément à vos instructions, adressé à M. de Jagow une protestation contre les actes d'agression commis sur le territoire français par les troupes allemandes, le Secrétaire d'Etat vint me voir. M. de Jagow venait se plaindre d'actes d'agression qu'il prétendait avoir été commis en Allemagne, à Nuremberg et à Coblenz notamment, par des aviateurs français qui, selon lui, « seraient venus de Belgique ». — Je répondis que je n'avais pas la moindre donnée sur les faits dont il voulait faire état et dont l'in vraisemblance me paraissait évidente ; je lui demandai à mon tour s'il avait pris connaissance de la Note que je lui avais adressée au sujet de l'envahissement de notre territoire par des détachements de l'armée allemande. — Comme le Secrétaire d'Etat me disait n'avoir pas encore lu cette Note, je lui en donnai connaissance. J'appelai son attention sur l'acte commis par l'officier commandant un de ces détachements qui s'était avancé jusqu'au village français de Joncherey, à 10 kilomètres à l'intérieur de nos frontières, et avait brûlé la cervelle à un soldat français qu'il y avait rencontré.

M. de Jagow me déclara qu'il ignorait les faits dont je lui parlais et il conclut qu'il était difficile qu'il ne s'en produisît pas de cette nature lorsque deux armées, remplies des sentiments qui animaient nos troupes, se trouvaient face à face de chaque côté de la frontière.

A ce moment, les attroupements qui se trouvaient sur la Parézer Platz, devant l'Ambassade et que nous apercevions à travers la fenêtre entr'ouverte de mon cabinet, poussèrent des cris contre la France. Je demandai au Secrétaire d'Etat quand tout cela finirait.

Le Gouvernement n'a pas encore pris de décision, me répondit M. de Jagow. Il est probable que M. de Schœn recevra aujourd'hui l'ordre de demander ses passeports, et ensuite, vous recevrez les vôtres.

A 6 heures du soir, M. de Langwerth m'a apporté mes passeports. Il refusa au nom de son Gouvernement d'accéder au désir que je lui exprimais de me

laisser partir par la Hollande ou la Belgique. Il me proposa de partir soit par Copenhague, bien qu'il ne pût m'assurer le libre passage de la mer, soit par la Suisse, via Constance.

J'acceptai cette dernière voie ; M. de Langwerth m'ayant demandé de partir le plus tôt possible, il fut convenu, en raison de la nécessité où j'étais de m'entendre avec l'Ambassadeur d'Espagne, qui prend nos intérêts en main, que je quitterais l'Ambassade le lendemain mardi 4 août, à 10 heures du soir.

Le même soir du 3 août, M. J. Cambon était prévenu que le Gouvernement allemand refusait le retour par la Suisse, et que l'Ambassadeur serait dirigé sur Vienne. M. Cambon exigea alors qu'on prévint le Gouvernement autrichien, et la Suisse, afin qu'il eût toute sûreté de passage. On lui donna l'assurance, par écrit, que les autorités autrichiennes et suisses avaient reçu les communications nécessaires.

En même temps, on arrêta chez lui, dans son lit, M. Miladowski, attaché au Consulat de Berlin, ainsi que d'autres Français. M. Miladowski, pour qui un passeport diplomatique avait été demandé, put être relâché au bout de 4 heures.

Je me préparais à partir pour Vienne, quand, à 4 heures 45, M. de Langwerth revint m'annoncer que je devrais partir avec les personnes m'accompagnant à 10 heures du soir, mais que je serais conduit en Danemark. Devant cette exigence nouvelle, je demandai si l'on me mettrait dans une forteresse, au cas où je ne l'accepterais pas. On me répondit simplement qu'on viendrait chercher la réponse dans une demi-heure. Je ne voulais pas donner au Gouvernement allemand le prétexte de dire que je m'étais refusé à sortir d'Allemagne. Je déclarai donc, lorsqu'on revint, que je me soumettais à l'ordre qui m'était donné, mais « que je protestais ».

Et M. J. Cambon notifia aussitôt sa protestation, par écrit, à M. de Jagow.

A 10 heures du soir, M. Jules Cambon quittait l'Ambassade, où il était resté prisonnier, avec son personnel, au milieu d'un grand concours de police à pied et à cheval. A la gare, il n'y avait qu'un employé inférieur du Ministère des Affaires étrangères. On mit plus de vingt-quatre heures pour gagner la frontière. Il semblait qu'à chaque station on attendît des ordres pour repartir. Aux environs du canal de Kiel, la troupe envahit les wagons. Chacun dut se tenir isolément dans son compartiment, avec défense de se lever et de toucher à ses sacs de voyage. Le Chargé d'Affaires de Russie, les femmes, les enfants, tout le monde fut soumis au même traitement.

A la dernière station allemande, vers 11 heures du soir, le major von Rheinbaben vint prendre congé de l'Ambassadeur, qui lui remit la lettre suivante pour M. de Jagow.

Mercredi soir, 5 août 1914.

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Hier, avant de quitter Berlin, j'ai protesté par écrit auprès de Votre Excellence contre les changements successifs de direction qui m'ont été imposés par le Gouvernement impérial, pour sortir d'Allemagne.

Aujourd'hui, lors du passage du train qui m'emportait au-dessus du canal de Kiel, on a voulu visiter tous nos bagages, comme si nous pouvions cacher quelque instrument de destruction. Grâce à l'intervention du major von Rheinbaben, cet affront nous a été épargné. Mais on a fait plus.

On nous a obligé de rester chacun dans nos compartiments, dont les fenêtres et les rideaux étaient fermés. Pendant ce temps, dans le couloir des voitures, à la porte de chaque compartiment et faisant face à chacun de nous, se tenait un soldat, le revolver à la main, le doigt sur la gachette, durant près d'une demi-heure.

Je crois devoir protester contre cette menace de violences à l'égard de l'Ambassadeur de la République et du personnel de son Ambassade, violentes que rien n'avait pu seulement me faire pressentir. J'avais l'honneur d'écrire hier à Votre Excellence que j'étais traité presque en prisonnier. Aujourd'hui, c'est en prisonnier dangereux que j'ai été traité. Je dois noter que, dans le cours du voyage qui, depuis Berlin jusqu'au Danemark, a pris vingt-quatre heures, aucun repas n'a été préparé, ni fourni à moi, non plus qu'aux personnes reconduites avec moi jusqu'à la frontière.

JULES CAMBON.

Je croyais tout terminé, conclut notre ambassadeur, lorsque peu après le major von Rheinbaben vint, un peu confus, m'annoncer que le train ne poursuivrait pas jusqu'à la frontière danoise si je ne payais pas le prix de ce train. Je m'étonnai qu'on ne me l'eût pas fait payer à Berlin et, qu'en tout cas, on ne m'eût pas prévenu. Je proposai de payer par un chèque sur une des plus grandes banques de Berlin ; cette facilité me fut refusée. Avec le concours de mes compagnons, je pus réunir en or la somme qui m'était demandée immédiatement et qui s'élevait à 3,611 marks 75, soit à environ 5,000 francs au taux actuel du change (1).

Après ce dernier incident, je crus devoir demander à M. de Rheinbaben sa parole d'officier et de gentilhomme qu'on allait me conduire jusqu'à la frontière danoise. Il me la donna et j'exigeai que l'homme de police qui était avec nous accompagnât.

Nous arrivâmes ainsi à la première station danoise où le Gouvernement danois avait fait préparer un train pour nous conduire à Copenhague.

On m'assure que mon collègue d'Angleterre et le Ministre de Belgique, bien qu'ils aient quitté Berlin après moi, sont partis directement pour la Hollande. Je suis frappé de cette différence de traitement. Et comme le Danemark et la Norvège sont remplis en ce moment d'espions, si je réussis à m'embarquer en Norvège, on craint que je ne sois arrêté en mer, avec les officiers qui m'accompagnent.

Le Consul de France à Stuttgart et à Dusseldorf, MM. Armez et Néton furent également laissés sans aucune protection de la part des autorités allemandes, et soumis aux plus indignes traitements.

Leurs rapports détaillés à notre Ministre des Affaires étrangères en font foi. Aucune excuse, aucun regret ne furent jamais exprimés par le Gouvernement impérial allemand.

La Scène du « Chiffon de papier »

On avait déclaré à M. Jules Cambon qu'il était inutile qu'il rendît une dernière visite au Chancelier.

L'Ambassadeur d'Angleterre, Sir E. Goschen, lui, put le voir, et c'est lors de la remise de ses passeports que se passa entre lui et M. de Bethmann-Hollweg la fameuse scène historique du « chiffon de papier ».

Sir E. Goschen en fit le rapport suivant à son arrivée à Londres, le 6 août, à Sir Edward Grey.

Conformément aux instructions contenues dans votre télégramme du 4 courant, je suis allé voir cet après-midi le Secrétaire d'Etat et lui ai demandé, au nom du Gouvernement de Sa Majesté britannique, si le Gouvernement impérial s'abstiendrait de violer la neutralité de la Belgique.

M. de Jagow a répliqué tout de suite qu'il était fâché d'avoir à dire que sa réponse devait être : « Non », étant donné que, puisque les troupes allemandes avaient franchi la frontière ce matin, la neutralité de la Belgique se trouvait d'ores et déjà violée.

M. de Jagow s'est étendu à nouveau sur les raisons qui avaient obligé le Gouvernement impérial à prendre cette mesure : c'est à savoir qu'il leur fallait pénétrer en France par la voie la plus rapide et la plus facile, de manière à prendre une bonne avance dans leurs opérations et s'efforcer de frapper quelque coup décisif le plus tôt possible. C'est pour nous, a-t-il dit, une question de vie ou de mort, car, si nous avions passé par la route plus au Sud, nous n'aurions pu, vu le petit

nombre de chemins et la force des forteresses, espérer passer sans rencontrer une opposition formidable, impliquant une grosse perte de temps. Cette perte de temps aurait été autant de temps gagné par les Russes pour amener leurs troupes sur la frontière allemande. Agir avec rapidité, voilà, a-t-il ajouté, le maître-atout de l'Allemagne; celui de la Russie est d'avoir d'impénétrables ressources en soldats.

J'ai fait remarquer à M. de Jagow que ce fait accompli, la violation de la frontière belge, rendait, comme il le comprenait facilement, la situation excessivement grave, et je lui ai demandé s'il n'était pas temps encore de faire un pas en arrière et d'éviter la possibilité de conséquences que lui et moi déplorions. Il a répondu que, pour les raisons qu'il m'avait données, il était maintenant impossible au Gouvernement allemand de faire un pas en arrière.

Au cours de l'après-midi, j'ai reçu votre nouveau télégramme de la même date, et, obéissant aux instructions y contenues, me suis rendu à nouveau au Ministère impérial des Affaires étrangères, où j'ai informé le Secrétaire d'Etat qu'à moins que le Gouvernement impérial pût donner ce soir avant minuit



M. DAVIGNON,
Ministre des Affaires Étrangères de Belgique.

l'assurance de ne pas pousser plus loin sa violation de la frontière belge et d'arrêter sa marche, j'avais reçu des instructions pour demander mes passeports et pour informer le Gouvernement impérial que le Gouvernement de Sa Majesté britannique prendrait toutes les mesures en son pouvoir pour maintenir la neutralité de la Belgique et l'observation d'un traité auquel l'Allemagne était autant partie que lui-même.

M. de Jagow a répondu qu'à son grand regret il ne pouvait donner aucune réponse autre que celle qu'il m'avait donnée plus tôt dans la journée, c'est à savoir que la sécurité de l'Empire rendait absolument nécessaire la marche des troupes impériales à travers la Belgique. J'ai remis à Son Excellence un résumé écrit de votre télégramme et, en faisant remarquer que vous indiquiez minuit comme l'heure à laquelle le Gouvernement de Sa Majesté britannique s'attendrait à une réponse, lui ai demandé si, vu les conséquences terribles qui suivraient nécessairement, il ne serait pas possible, même au dernier moment, au Gouvernement impérial de réviser sa réponse. Il m'a répondu que quand bien même le temps accordé serait de vingt-quatre heures ou davantage, il fallait que sa réponse restât la même. J'ai dit que dans ce cas j'aurais à demander mes passeports.

L'entrevue dont il s'agit a eu lieu vers sept heures. Au cours d'un bref entretien qui la suivit, M. de Jagow a exprimé son poignante regret de voir s'écrouler toute sa politique et celle du Chancelier, qui a été de devenir amis avec la Grande-Bretagne et ensuite, par elle, de se rapprocher de la France. Je lui ai dit que cette terminaison soudaine de mon travail à Berlin était pour moi aussi une cause de profond regret et de déconvenue ; mais qu'il lui fallait bien comprendre que, dans les circonstances et vu nos engagements, il eût été tout à fait impossible au Gouvernement de Sa Majesté britannique d'agir autrement qu'il n'avait fait.

J'ai dit ensuite que j'étais désireux d'aller faire visite au Chancelier, car ce serait peut-être la dernière fois que j'aurais l'occasion de le voir. Il m'a prié de le faire. J'ai trouvé le Chancelier très agité. Son Excellence a commencé tout de suite une harangue qui a duré environ vingt minutes. Il a dit que la mesure prise par le Gouvernement de Sa Majesté britannique était terrible au dernier point ; juste pour un mot — « neutralité », un mot dont en temps de guerre on n'a si souvent tenu aucun compte, — juste pour un chiffon de papier la Grande-Bretagne allait faire la guerre

à une nation à elle apparentée, qui ne désirait rien tant que d'être son amie. Tous ses efforts en ce sens ont, a-t-il continué, été rendus inutiles par cette dernière et terrible mesure ; la politique à laquelle, comme je le savais, il s'était voué depuis son arrivée au pouvoir, était tombée comme un château de cartes. Il s'est écrié que ce que nous avons fait est inconcevable ; c'est comme frapper par derrière un homme au moment où il défend sa vie contre deux assaillants. Il tient la Grande-Bretagne pour responsable de tous les terribles événements qui pourront se produire.

J'ai protesté avec force contre cette déclaration et ai dit que, de même que lui-même et M. de Jagow désiraient me faire comprendre que pour des raisons stratégiques, c'était pour l'Allemagne une affaire de vie ou de mort d'avancer à travers la Belgique et de violer la neutralité de cette dernière, de même je désirais qu'il comprit que c'était pour ainsi dire une affaire de « vie ou de mort » pour l'honneur de la Grande-Bretagne que de tenir l'engagement solennel pris par elle de faire en cas d'attaque tout son possible pour défendre la neutralité de la Belgique. Il est, ai-je insisté, tout simplement nécessaire de tenir ce pacte solennel, sans quoi quelle confiance n'importe qui pourrait-il avoir à l'avenir dans les engagements pris par la Grande-Bretagne ?

Le Chancelier a repris : « Mais à quel prix ce pacte aura-t-il été tenu ? Le Gouvernement britannique y a-t-il songé ? » J'ai insinué à Son Excellence, avec toute la clarté qui me fut possible, que la crainte des conséquences ne pouvait guère être considérée comme une excuse pour la rupture d'engagements solennels ; mais Son Excellence était dans un tel état d'excitation, il était si évidemment démonté par la nouvelle de notre action et si peu disposé à entendre raison que je m'abstins de jeter de l'huile sur le feu en argumentant davantage. Comme je prenais congé de lui, il a dit que le coup que la Grande-Bretagne portait à l'Allemagne en s'unissant à ses ennemis était d'autant plus violent que presque jusqu'au dernier moment lui et son Gouvernement avaient travaillé avec nous et appuyé nos efforts en vue du maintien de la paix entre l'Autriche et la Russie. Je répondis que c'était bien ce qu'il y avait de tragique que de voir deux nations tomber en garde précisément au moment où les rapports entre elles se trouvaient plus amicaux et plus cordiaux qu'ils ne l'avaient été depuis des années. J'ai ajouté que, par malheur, nonobstant nos efforts pour sauvegarder la paix entre la Russie et l'Autriche, la guerre s'était propagée et nous avait mis face à face avec une position qu'il nous était impossible d'esquiver si nous tenions nos engagements, situation qui malheureusement impliquait séparation d'avec nos anciens collaborateurs.

A 9 heures et demie du soir, le sous-secrétaire d'Etat M. de Zimmermann vint voir Sir E. Goschen. Il lui « demanda incidemment » si la demande de ses passeports équivaldrait à une déclaration de guerre.

Je lui ai dit — ajoute Sir E. Goschen — qu'une personne faisant aussi notoirement que lui autorité en matière de droit international devait savoir aussi bien ou mieux que moi quelle était la coutume en pareil cas.

Comme l'Allemagne ne voulait pas répondre à l'ultimatum anglais « ni ce soir, ni aucun soir », M. de Zimmermann déclara que « cela était, de fait, une déclaration de guerre ».

Manifeste du Tsar

On avait appris à Berlin le manifeste du Tsar, publié le 3 août à Pétersbourg.

Il était ainsi conçu :

Par la grâce de Dieu, nous, Nicolas II, empereur et autocrate de toutes les Russies, roi de Pologne, grand-duc de Finlande, etc., etc., à tous nos fidèles sujets faisons savoir :

La Russie, parente de foi et de sang des peuples slaves et fidèle à ses traditions historiques, n'a jamais regardé leur sort d'un œil indifférent.

Mais c'est avec une unanimité parfaite et une force extraordinaire que les sentiments fraternels du peuple russe pour les Slaves se sont éveillés ces jours derniers, quand l'Autriche-Hongrie adressa à la Serbie des réclamations sciemment inacceptables pour un Etat indépendant.

Ayant négligé la réponse pacifique et condescendante du Gouvernement serbe et repoussé l'intervention bienveillante de la Russie, l'Autriche-Hongrie s'est hâtée de passer à une attaque armée et a commencé à bombarder Belgrade, ville ouverte.

Obligé par la situation qui s'est créée à la suite de prendre des mesures de précaution nécessaires, nous avons ordonné de mettre l'armée et la flotte sur le pied de guerre, tout en faisant tous nos efforts pour obtenir la solution pacifique des pourparlers entamés, car le sang et les biens de nos sujets nous sont chers.

Alors que nous entretenions avec elle des rapports amicaux, l'Allemagne, alliée de l'Autriche, contrairement à nos espérances, dans notre bon voisinage séculaire, et sans tenir compte de nos assurances que les mesures prises ne tendaient à aucun but qui

(1) Ultérieurement, la somme ainsi demandée à M. Jules Cambon a été reversée à l'Ambassadeur d'Espagne à Berlin pour être remboursée à l'Ambassadeur de France.

lui fût hostile, l'Allemagne commença par réclamer la suppression immédiate de ces mesures.

Ayant été déboutée dans cette réclamation, elle déclara subitement la guerre à la Russie.

Aujourd'hui, c'est non seulement la protection du parent injustement offensé qu'il faut assurer, c'est l'honneur, la dignité, l'intégrité de la Russie, c'est sa place parmi les grandes puissances qu'il faut sauvegarder.

Nous croyons inébranlablement que nos fidèles sujets s'emploieront avec unanimité et dévouement à la défense de la terre russe.

Que la discorde intérieure soit oubliée en cette heure menaçante d'épreuves !

Que l'unité du Tsar avec son peuple devienne encore plus étroite, et que la Russie, se levant comme un seul homme, repousse l'attaque insolente de l'ennemi avec une foi profonde en la justice de notre œuvre et avec un humble espoir en la Providence toute-puissante.

Nous appelons en prières la bénédiction de Dieu sur la Sainte Russie et sur ses troupes vaillantes.

Le grand-duc Nicolas était nommé généralissime des armées russes.

Manifeste du Kaiser

Le 4 août, l'Empereur Guillaume lançait à son tour son manifeste, où il essayait hypocritement de rejeter sur d'autres la responsabilité effroyable de cette guerre. Mais le ton de l'adresse à son peuple était loin d'avoir celui d'une fanfare triomphale. Il semblait que le coupable se sentit déjà sous l'œil de l'implacable Justice divine.

Je suis forcé de tirer l'épée pour repousser une attaque complètement injustifiée et, avec toute la force dont dispose l'Allemagne, de faire la guerre pour la défense de l'Empire et de notre existence nationale.

J'ai fait tous mes efforts depuis le commencement

de mon règne pour préserver la nation allemande de la guerre et pour conserver la paix.

Même dans le cas actuel, j'ai jugé que c'était pour moi un devoir de conscience de faire tout ce qui était possible pour éviter la guerre ; mais mes efforts ont été vains. J'ai la conscience pure, et je suis convaincu de la justice de notre cause. De durs sacrifices d'hommes et d'argent seront demandés à la nation allemande pour la défense de la patrie que nous impose le défi de l'ennemi, mais je sais que mon peuple me soutiendra loyalement, unanimement, résolument, comme dans les jours sombres il a soutenu mon grand-père, qui, maintenant, repose en Dieu.

Ayant appris dès ma jeunesse à mettre ma confiance en Dieu le père, je crois nécessaire en ces jours solennels de m'incliner devant lui et d'implorer sa grâce. Je fais appel à mon peuple pour s'unir à moi dans une commune prière et observer la journée du 5 août comme jour extraordinaire de prières générales, de se réunir dans toutes les églises de l'Empire pour invoquer Dieu pour qu'il soit avec nous et bénisse nos armes.

Après le service divin, chacun pourra retourner à ses occupations.

Sa partenaire, dans la Triple-Alliance, d'ailleurs, l'Italie, lui signifiait déjà qu'elle ne le suivrait pas. Le 4 août, au matin, le prince Ruspoli, Chargé d'Affaires de l'Ambassade d'Italie à Paris, rendait visite à M. Viviani et lui notifiait officiellement la déclaration de neutralité de son Gouvernement.

La Suisse, qui avait mobilisé, déclarait également aux Puissances qu'elle défendrait par les armes sa neutralité.

Le prince Lichnowsky, Ambassadeur d'Allemagne à Londres recevait ses passeports le 4 août à minuit 10 minutes.

Le surlendemain, le débarquement des troupes anglaises commençait.

Le 4 août, à 5 heures du matin, les deux croiseurs allemands, le *Göben* et le *Breslau* bombardaient la ville de Bône, sur les côtes de l'Algérie.

Le Gouvernement du Roi est fermement décidé à résister par tous les moyens en son pouvoir.

La Belgique fait appel à l'Angleterre, à la France et à la Russie pour coopérer, comme garantes, à la défense de son territoire.

Il y aurait une action concertée et commune ayant pour but de résister aux mesures de force employées par l'Allemagne contre la Belgique et en même temps de garantir le maintien de l'indépendance et de l'intégrité de la Belgique dans l'avenir.

La Belgique est heureuse de pouvoir déclarer qu'elle assumera la défense des places fortes.

En même temps, M. Davignon écrivait au Ministre d'Allemagne à Bruxelles, M. de Below Saeske :

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que dès aujourd'hui le Gouvernement du Roi ne saurait plus Lui reconnaître de caractère diplomatique et cesse d'avoir des relations officielles avec Elle. Votre Excellence trouvera sous ce pli les passeports qui sont nécessaires à son départ et à celui du personnel de la Légation.

Le Gouvernement du Roi tenait, en outre, à faire connaître officiellement à toutes les nations la violation commise par l'Allemagne d'une neutralité dont le Gouvernement royal prussien s'était, autrefois, constitué garant. Par une triste variante d'un mot historique, le roi de Prusse actuel, en héritant du titre d'Empereur d'Allemagne, ne se souvenait plus de l'engagement d'honneur pris par son ancêtre, Frédéric-Guillaume III.

M. Davignon adressait donc, à la date du 5 août, la note suivante aux Chefs de mission dans tous les pays entretenant avec la Belgique des rapports diplomatiques.

Monsieur le Ministre,

Par le traité du 18 avril 1839, la Prusse, la France, l'Angleterre, l'Autriche et la Russie se sont déclarées garantes du traité conclu le même jour entre S. M. le roi des Belges et S. M. le roi des Pays-Bas. Ce traité porte : « La Belgique formera un Etat indépendant et perpétuellement neutre. » La Belgique a rempli toutes ses obligations internationales, elle a accompli ses devoirs dans un esprit de loyale impartialité, elle n'a négligé aucun effort pour maintenir et faire respecter sa neutralité.

Aussi est-ce avec une pénible émotion que le Gouvernement du Roi a appris que les forces armées de l'Allemagne, puissance garante de notre neutralité ont pénétré sur le territoire de la Belgique en violation des engagements qui ont été pris par traité.

Il est de notre devoir de protester avec indignation contre un attentat au droit des gens qu'aucun acte de notre part n'a pu provoquer.

Le Gouvernement du Roi est fermement décidé à repousser par tous les moyens en son pouvoir l'atteinte portée à sa neutralité et il rappelle qu'en vertu de l'article 10 de la Convention de La Haye de 1907 concernant les droits et les devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre ne peut être considéré comme un acte hostile le fait, par une puissance neutre, de repousser même par la force les atteintes à sa neutralité.

Vous voudrez bien demander d'urgence audience au Ministre des Affaires étrangères et donner lecture à Son Excellence de la présente lettre dont vous lui laisserez copie. Si l'audience ne pouvait vous être immédiatement accordée, vous ferez par écrit la communication dont il s'agit.

La France promettait immédiatement son aide à la Belgique.

De Londres, Sir Edward Grey adressait, le 4 août, la dépêche suivante à l'Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin :

Le Roi des Belges a adressé un appel à S. M. le Roi en vue d'une intervention diplomatique en faveur de la Belgique dans les termes suivants :

« Me rappelant les nombreuses preuves d'amitié de Votre Majesté et de son prédécesseur, ainsi que l'attitude amicale de l'Angleterre en 1870 et le témoignage d'amitié que vous venez de nous donner encore je fais un suprême appel à l'intervention diplomatique du Gouvernement de Votre Majesté pour la sauvegarde de l'intégrité de la Belgique. »

Le Gouvernement de Sa Majesté est également informé que le Gouvernement allemand a remis au Gouvernement belge une note proposant une neutralité amicale permettant le libre passage en territoire belge et s'engageant à maintenir l'indépendance du royaume et de ses possessions à la conclusion de la paix ; au cas contraire, la Belgique serait traitée en ennemie. Une réponse est exigée dans un délai maximum de douze heures.

Nous apprenons aussi que la Belgique a opposé un refus formel à ce qu'elle considère comme une violation flagrante de la loi des nations.

Le Gouvernement de Sa Majesté est obligé de protester contre cette violation d'un traité que l'Allemagne a signé aussi bien que nous-mêmes ; il lui faut des assurances que la demande faite à la Belgique ne sera pas suivie d'effet et que sa neutralité sera respectée par l'Allemagne. Vous demanderez une réponse immédiate.

C'est cette demande d'explications de l'Angleterre qui amena la scène historique entre le Chancelier de Bethmann-Hollweg et Sir E. Goschen.

L'INVASION EN BELGIQUE

L'Agression

Le 4 août, l'Allemagne avait déclaré la guerre à la Belgique. Les troupes allemandes envahissaient immédiatement le territoire belge d'Aix-la-Chapelle à Recht. Elles procédaient à des exécutions sommaires de civils, en violation et au mépris de tout droit des gens.

Au moment où l'armée allemande pénétrait en Belgique, le général von Emmich, lançait la proclamation suivante, dont les féroces exécutions qui venaient d'avoir lieu à Visé, accentuaient encore l'hypocrisie :

A mon plus grand regret, les troupes allemandes ont été forcées de franchir la frontière, par une contrainte inévitable, la neutralité de la Belgique ayant été déjà violée par des officiers français qui, sous un déguisement, ont passé en automobile. Notre plus grand désir est d'éviter un conflit entre des peuples amis jusqu'à présent et autrefois alliés ; souvenez-vous de Waterloo, où les armées allemandes ont contribué à fonder l'indépendance de votre pays. Mais il nous faut le chemin libre ; les destructions des tunnels, des ponts, des voies ferrées devront être considérées comme des actions hostiles. J'espère que l'armée allemande de la Meuse ne sera pas appelée à vous combattre. Nous voulons le chemin libre pour attaquer ceux qui veulent nous attaquer. Je garantis que la population belge n'aura pas à souffrir des horreurs de la guerre ; nous paierons les vivres et nos soldats se montreront les meilleurs amis d'un peuple pour lequel nous éprouvons la plus haute estime et la plus profonde sympathie. C'est de votre sagesse et de votre patriotisme bien compris qu'il dépend d'éviter à votre pays les horreurs de la guerre.

*Le Général commandant
de l'armée allemande de la Meuse,
VON EMMICH.*

Le roi Albert répondait par cette proclamation adressée à son armée, avant le départ des troupes pour le front :

Sans la moindre provocation de notre part, un voisin orgueilleux de sa force a déchiré les traités portant sa signature ; il a violé les territoires de nos pères.

Parce que nous avons refusé de forfaire à l'honneur, il nous attaque.

Le monde entier est émerveillé de notre attitude loyale. Que son estime et son respect vous réconfortent ! En voyant son indépendance menacée, la nation a frémi, ses enfants ont bondi à la frontière.

Vaillants soldats, je vous salue au nom de la Belgique : vous triompherez, car vous êtes la force mise au service du droit.

Gloire à vous, soldats de la liberté, défenseurs de vos foyers menacés !

Et avant de partir lui-même pour le front, le roi mettait son palais de Bruxelles à la disposition de la Croix-Rouge.

La Belgique disposait d'une armée de 250.000 hommes pour assurer par ses propres moyens la défense de son territoire. Toute la nation vibrerait à l'unisson, d'un même sentiment patriotique. La mobilisation générale s'était accomplie avec une méthode remarquable et dans un ordre parfait. La Belgique allait donner le maximum de son effort, et le courage, l'endurance de ses soldats ayant à lutter un contre quatre, dès le début, allaient provoquer l'admiration du monde, en même temps que ses malheurs immérités devaient lui amener la sympathie universelle de toutes les nations civilisées.

L'Appel de la Belgique

Mais, réduite à ses propres forces, la petite Belgique ne pouvait espérer pouvoir résister longtemps. Aussi, dès l'ouverture des hostilités par l'Allemagne, dès la violation du territoire belge par les troupes allemandes, la Belgique s'adressa à la France et à l'Angleterre, comme aux deux Puissances voisines garantes de sa neutralité.

Le 6 août recevait de son correspondant de Bruxelles le télégramme suivant :

La Belgique a fait appel à la France et à l'Angleterre pour la défense de sa neutralité.

Les troupes françaises seraient près de Tournai. Les Allemands ont pénétré en Belgique hier mardi par Visé, Hervé, Gemmenich et Malmédy.

Dans la première rencontre au sud de Visé les lanciers belges firent prisonniers 25 uhlans.

Des parlementaires allemands ont sommé le général Leman de rendre la place de Liège. Sur le refus énergique de celui-ci on attend l'attaque de Liège pour aujourd'hui.

Sept mille Allemands habitant Liège sont expulsés. On arrête partout de nombreux espions.

A Bruxelles, les manifestations populaires se multiplient. On acclame la France. Les magasins allemands sont assaillis.

M. Davignon, Ministre des Affaires étrangères de Belgique, avait adressé, en effet, le 4 août, aux Ministres de Grande-Bretagne, de France et de Russie accrédités auprès de S. M. le roi Albert Ier, la lettre suivante :

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement Belge a le regret de devoir annoncer à Votre Excellence que, ce matin, les forces armées de l'Allemagne ont pénétré sur le territoire belge, en violation des engagements qui ont été pris par traité.

En même temps, sur l'invitation de Sir Ed. Grey, le ministre de Grande-Bretagne à Bruxelles, informait le Gouvernement belge que « l'Angleterre l'aidera à résister ; que, dans ce cas, le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à s'unir à la Russie et à la France, s'il y a lieu, pour offrir immédiatement au Gouvernement belge une action commune pour résister à l'emploi par l'Allemagne de la force contre la Belgique et une garantie pour le maintien de son intégrité et de son indépendance dans l'avenir ».

Les premiers Combats en Belgique

L'agence Havas télégraphiait officiellement de Bruxelles le 5 août :

L'invasion allemande continue méthodiquement. Un pont de fortune, construit par les Allemands, au nord de Visé, a été détruit par les forts de Battia. Un détachement de cavalerie allemande, franchissant la Meuse, a dû écorner la frontière hollandaise.

Les troupes belges eurent jusqu'à présent seulement des escarmouches, déployant une grande bravoure. Les pertes allemandes seraient relativement considérables.

Les Allemands, obligés de remonter vers le Nord, à cause de la destruction des ponts et ouvrages d'art, ont violé le territoire hollandais à Tilburg. Ils ont franchi la Meuse à Elgsden où le 2^e corps se trouverait.

Le 7^e corps, fort de 40.000 hommes, serait à Verviers. L'emplacement du 6^e corps est ignoré. Visé et Argenteu sont incendiés.

Cent mille Allemands marchent sur Liège. Un aviateur allemand a été tué.

Un journal de Bruxelles, le *Patriote* publiait, le 5 août, quelques détails sur l'entrée des forces allemandes.

Les Allemands entrèrent en Belgique à 8 h. 40, mercredi matin, en trois colonnes, précédés de uhlans et de lanciers.

Ces colonnes franchirent la frontière à Gemenick, Henri-Chapelle et Dolhain. L'une d'elles remonta sur Visé et s'arrêta sur la rive droite de la Meuse. Les Belges défendirent le passage du fleuve sur la rive gauche, empêchant les Allemands de jeter des ponts.

De vifs engagements se produisirent entre la cavalerie belge et la cavalerie allemande. L'avantage serait resté aux Belges, soutenus par l'action des forts de Liège.

Les Belges ayant fait évacuer tout le bétail, les Allemands doivent attendre les colonnes de ravitaillement.

Les Allemands menacent de traiter sans merci les paysans qui entraveraient leur marche.

L'héroïque Résistance de Liège

Les premiers engagements furent favorables aux Belges. L'armée allemande se heurta aux forts de Liège. Un parlementaire demanda la reddition de la ville. Il fut répondu que l'armée belge ne céderait que devant la force. L'héroïque général qui commandait la défense adressa aux habitants de la province la fière déclaration suivante :

Aux habitants du pays de Liège !

La grande Allemagne envahit notre territoire après un ultimatum qui constitue un outrage.

La petite Belgique a relevé le gant.

L'armée va faire son devoir !

La population de Liège accomplira le sien !

Aussi ne cessera-t-elle de donner l'exemple du calme et du respect aux lois. Son ardent patriotisme en répond.

Vive le Roi, commandant en chef de l'armée !

Vive la Belgique !

Le Lieutenant général gouverneur militaire de Liège,

LÉMAN.

Liège, le 4 août 1914.

Les douze forts de Liège se défendirent héroïquement.

Le *New-York Herald* publiait la dépêche suivante de Bruxelles le 7 août :

Les 25.000 Belges qui ont combattu pendant trois jours contre 120.000 Allemands ont été à peine réduits de 2.000 hommes, tandis qu'ils ont infligé des pertes terribles à l'ennemi.

Ils sont fatigués et se sont momentanément retirés dans la ville pour se reposer, la ligne des forts paraissant inexpugnable.

Pendant le bombardement d'aujourd'hui, l'Université a pris feu, mais l'incendie a été vite éteint. Quelques civils ont été tués.

Personne ne songe à se rendre.

L'Agence Havas donnait les nouvelles suivantes le 7 août :

LIÈGE. — La résistance admirable des forts continue. Plusieurs corps d'armées allemands sont engagés contre 40.000 Belges. Les pertes allemandes atteignent plusieurs milliers d'hommes. Il s'agit d'une véritable bataille jusqu'à présent favorable aux Belges.

On mande de Berlin :

« La ville de Liège n'est pas occupée par les Allemands. Ceux-ci avouent qu'ils ont éprouvé des pertes considérables.

« Le bruit que la population civile de Liège aurait tiré sur les Allemands est complètement faux. »

On mande de Bruxelles :

« Le ministère de la Guerre annonce que les Allemands ont demandé un armistice de vingt-quatre heures.

La ville de Liège n'est pas occupée par les Allemands. Ceux-ci avouent qu'ils ont de 15.000 à 20.000 hommes hors de combat. »

Un Attentat allemand

Pendant quatre jours et quatre nuits, la bataille fit rage devant Liège. Les colonnes allemandes attaquaient simultanément les douze forts, dont six sont sur chaque rive de la Meuse. La principale faiblesse de ces forts est de se voir mal les uns les autres, ce qui facilitait le passage de l'assaillant ennemi jusqu'à la ville.

L'attaque du secteur sud-est, dans la nuit du 5 au 6 août fut particulièrement violente. Un détachement allemand tenta, à la faveur d'un déguisement un coup de main sur l'état-major belge et faillit réussir un attentat contre le général Léman.

Le Temps du 9 août en rendait compte ainsi :



Général LÉMAN,
l'héroïque défenseur de Liège.

Les troupes allemandes au sud-est cherchent à déborder les positions du côté de Huy.

A 19 heures, elles attaquent les forts de Boncelles et d'Embourg. Mais ici encore les obstacles accumulés sur le terrain les retardent sensiblement. Les Allemands tentent une attaque directe ; elle échoue. Leurs pertes sont élevées.

Mais les Belges au début n'étaient que 1.500. Les Allemands réussissent à s'engager dans les intervalles. La ligne belge recule de 2 kilomètres : c'est l'instant critique.

Le général Léman n'hésite pas : toutes ses troupes disponibles sont lancées. C'est 15.000 hommes au lieu de 1.500. Il fait nuit. On se bat à la baïonnette. L'ennemi est maintenu. Mais dans l'obscurité il se produit quelques confusion.

Une petite colonne allemande réussit à gagner la ville et à y pénétrer. Ce sont des fantassins. On leur a fait prendre le bonnet de police pour tromper les Belges. L'officier qui les mène parle anglais pour compléter la ruse. Les hommes ont l'arme sur l'épaule. Ils se dirigent vers les bâtiments de l'état-major.

Mais à 50 mètres du bureau, les gendarmes les reconnaissent et les refoulent ; c'est un violent combat de rues. Le gouverneur peut gagner un des forts. Les Allemands sont rejetés hors la ville. On sait qu'ils ont été depuis forcés de l'évacuer complètement.

Telles furent la journée du 5 et la nuit suivante.

Les pertes allemandes sont énormes. Les chiffres antérieurement donnés : 5.000 morts, 24 canons pris, un général prisonnier, sont confirmés.

L'attaque allemande a été menée par 120.000 hommes contre 40.000 Belges. Mais elle a manqué de simultanéité. Au contraire, les Belges ont supérieurement utilisé leurs réserves.

L'artillerie allemande a mal soutenu, en général, des colonnes trop denses. Tir mal réglé.

La ville de Liège décorée de la Légion d'honneur

En témoignage d'admiration pour cette héroïque résistance, le Gouvernement de la République française, le 7 août, conférerait à la Ville de Liège, la croix des braves. Nos chefs militaires faisaient savoir à l'état-major belge que des troupes françaises mar-

chaient au secours de leurs frères d'armes de Belgique.

Le 5 août, le roi Albert adressait à la 3^e division un ordre du jour qui se terminait ainsi :

La France, ce noble pays, associé de toutes les causes justes et généreuses, vole à notre secours. Ses armées entrent dans notre territoire. En votre nom, je leur adresse un salut fraternel.

Le roi Albert I^{er}, en effet, avait pris le commandement des troupes belges. Son admirable et simple courage, l'intrépidité avec laquelle il exposait sa vie, faisaient de lui, dès le premier jour de l'héroïque résistance nationale belge, l'idole de ses soldats. Malgré la supériorité en nombre écrasante des Allemands, le moral des troupes belges restait à la hauteur de tous les sacrifices. Les volontaires s'offraient de toutes parts. Le haut commandement était plein de sang froid et de décision. Le général Léman se révélait un héros moderne, digne des plus beaux modèles de l'héroïsme antique.

S. M. le roi des Belges envoyait au Président de la République le télégramme suivant, le 6 août :

Je tiens à exprimer à Votre Excellence, en mon nom et au nom de mon peuple, la plus profonde gratitude pour l'empressement avec lequel la France, garante de notre indépendance et de notre appel, nous aide à repousser les armées qui, au mépris des traités, ont envahi le sol de la Belgique.

ALBERT.

Le Président répondait, le lendemain :

Je remercie Votre Majesté de son télégramme. J'avais eu l'occasion de lui donner naguère l'assurance précise des sentiments de la France pour la Belgique. L'amitié de mon pays pour le peuple belge s'affirme aujourd'hui sur les champs de batailles. Les troupes françaises sont fières de seconder la vaillante armée belge dans la défense du sol envahi et dans la glorieuse lutte pour l'indépendance.

RAYMOND POINCARÉ.

Par décret du 9 août, le Président conférait la médaille militaire au roi Albert, commandant en chef des armées de la vaillante petite nation amie.

Devant Liège, l'armée belge avait fait plus de 2.000 prisonniers allemands. Le Gouvernement belge, vu l'exiguïté du territoire demandait à la France d'assurer leur internement.

Le Gouvernement français appréciait ainsi la situation militaire en Belgique, le 7 août, dans son communiqué officiel :

« Il est certain que les ouvrages de Liège ne pourraient pas arrêter l'armée allemande ; la seule question était de savoir s'ils la retarderaient. Ce retard de plus de trente-six heures est aujourd'hui acquis. D'autre part, la lutte très chaude que l'armée allemande a eue à soutenir hier, et doit soutenir encore, l'obligera à s'arrêter pour se ravitailler. L'armée allemande, si elle réussissait à s'emparer de Liège, trouverait sur son passage le camp retranché de Namur, où les Belges se préparent à soutenir une défense aussi énergique que celle qu'ils soutiennent depuis hier matin. L'armée belge remplit donc entièrement et brillamment le rôle propre qui lui appartient, et qui est de retarder la marche en avant de l'armée allemande. Les officiers allemands faits prisonniers par les Belges ont avoué que la résistance de Liège n'avait pas été prévue ; ils n'ont pas caché leur surprise ; l'un d'eux a dit : « Nous étions tous convaincus que Liège ne se défendrait pas. » Il est donc certain que le plan de l'Etat Major allemand est gêné dans son exécution par la résistance opiniâtre de l'armée belge. L'état d'esprit en Belgique est excellent, la population tout entière est soulevée contre les envahisseurs. Les violences commises à Visé par les Allemands, contre les habitants paisibles, a porté au comble l'indignation. La défense de Liège, contre un adversaire formidablement supérieur par le nombre et l'armement, montre ce que sera la suite de la campagne. »

Malheureusement les forts de Liège dataient déjà de vingt-trois ans. Leur armement avait été, ces dernières années, considérablement renforcé. Mais la grosse artillerie de siège dont disposaient les Allemands était d'une puissance irrésistible.

Une dernière Tentative d'Intimidation allemande

Cependant l'Allemagne, usant d'une fausse nouvelle — celle de la chute de Liège — tentait une dernière fois un essai d'intimidation sur le Gouvernement belge.

Le 9 août, le Ministre du roi à La Haye envoyait le télégramme suivant à M. Davignon :

La Haye, le 9 août 1914.

Le Ministre des Affaires étrangères m'a prié de vous transmettre les informations suivantes parce que le Ministre d'Amérique à Bruxelles s'y refuse.

La forteresse de Liège a été prise d'assaut après une défense courageuse. Le Gouvernement Allemand regrette très profondément, que par suite de l'attitude du

Gouvernement Belge contre l'Allemagne, on en est arrivé à des rencontres sanglantes. L'Allemagne ne vient pas en ennemie en Belgique, c'est seulement par la force des événements qu'elle a dû, à cause des mesures militaires de la France, prendre la grave détermination d'entrer en Belgique et d'occuper Liège comme point d'appui pour ses opérations militaires ultérieures. Après que l'armée belge a, par sa résistance héroïque contre une grande supériorité, maintenu l'honneur de ses armes, le Gouvernement Allemand prie le Roi des Belges et le Gouvernement Belge d'éviter à la Belgique les horreurs ultérieures de la guerre. Le Gouvernement est prêt à tous accords avec la Belgique qui peuvent se concilier avec son conflit avec la France. L'Allemagne assure encore solennellement qu'elle n'a pas l'intention de s'approprier le territoire belge et que cette intention est loin d'elle. L'Allemagne est toujours prête à évacuer la Belgique aussitôt que l'état de guerre le lui permettra.

L'Ambassadeur des Etats-Unis avait prié son collègue de se charger de cette tentative de médiation. Le Ministre des Affaires étrangères a accepté sans enthousiasme cette mission. Je m'en suis chargé pour lui faire plaisir.

M. Davignon lui répondait à la date du 15 août, cette digne et fière fin de non-recevoir :

Prière de remettre le télégramme suivant au Ministre des Affaires étrangères : « La proposition que nous fait le Gouvernement Allemand reproduit la proposition qui avait été formulée dans l'ultimatum du 2 août. Fidèle à ses devoirs internationaux, la Belgique ne peut que réitérer sa réponse à cet ultimatum, d'autant plus que depuis le 3 août sa neutralité a été violée, qu'une guerre douloureuse a été portée sur son territoire et que les garants de sa neutralité ont loyalement et immédiatement répondu à son appel. »

Le communiqué officiel du 10 août, de Paris, donnait les précisions suivantes sur la bataille de Liège :

« Tous les forts tiennent encore, malgré l'intensité du bombardement qui a duré quarante-huit heures, sans discontinuer.

Les Allemands seront amenés évidemment à employer les obusiers de 28 qui, jusqu'ici ne sont pas entrés en jeu et dont l'action sur les coupoles sera beaucoup plus efficace que celle des canons utilisés depuis quatre jours. »

C'est, malheureusement, ce qui devait se vérifier dans les jours suivants du mois d'août.

sortis de Verdun qui, en survolant Metz, ont jeté deux obus sur les hangars de Frascati où s'abritaient les Zeppelin. Après avoir essuyé plus de 200 coups de canon, nos aviateurs ont pu regagner Verdun, sans dommage après avoir accompli leur mission. »

La Pointe sur Mulhouse

Le communiqué officiel du 13 août, mettait au point les opérations engagées durant cette première semaine des hostilités franco-allemandes :

« Les engagements signalés sur tout le front n'ont été, de part et d'autre, jusqu'ici, que des affaires d'avant-postes.

A Altkirch, à Mulhouse, aux cols des Vosges, à Spincourt et à Mangiennes, il n'y a eu que des actions et réactions n'ayant modifié sérieusement, ni dans un sens, ni dans l'autre, les positions des adversaires.

Sur l'affaire de Mulhouse, en particulier, les bruits les plus excessifs ont couru... Les événements se sont en somme bornés à ceci :

Une brigade d'infanterie a été poussée en pointe sur Mulhouse pour y détruire le centre d'informations qui y fonctionnait. Cette brigade d'infanterie a été contre-attaquée par tout le corps d'armée badois (XIV^e) et par une division du XV^e corps allemand. Notre brigade s'est retirée, non pas de son propre mouvement, ni sous la pression de l'ennemi, mais sur l'ordre du commandant de corps d'armée qui jugeait sa position périlleuse.

Sa mission étant d'ailleurs terminée, il n'y avait pas lieu de l'y maintenir.

Toutes les forces allemandes l'ont suivie et sont venues se heurter à notre ligne de résistance principale, qui n'a pas été forcée. »

A la Crête des Vosges

Le communiqué du 13 août confirmait notre position dominante dans les Vosges.

« Parmi les divers engagements, il convient de signaler tout spécialement ceux par lesquels nos troupes se sont emparées de la crête des Vosges et se sont maintenues sur ces positions depuis trois jours. Malgré les contre-attaques des Allemands vigoureusement conduites au col du Bonhomme, au col de Sainte-Marie, au col de Saales, nos troupes ont repoussé tous les efforts de l'ennemi, supérieur en nombre. Au col de Saales, les Allemands ont mis en ligne, à côté de leurs troupes exténuées, des formations de réserve. Ces formations n'ont pas tenu et ont été obligées de se replier, puis finalement de mettre bas les armes ; une section entière s'est rendue avec ses mitrailleuses. Nous tenons dans la vallée de la Bruche. »

Il annonçait, en même temps, un important avantage remporté par nous sur l'Othain, un affluent de gauche de la Chiers, les 11 et 12 août. Une batterie française, entre autres, ayant surpris le 21^e régiment de dragons allemands pied à terre, avait ouvert le feu et anéanti le régiment. Les colonnes allemandes s'étaient repliées. Poursuivies, nous leur faisons prisonniers un millier d'hommes et neuf officiers.

Quant au bombardement de Pont-à-Mousson, le 12 août, par l'artillerie lourde allemande à une distance de 9 à 10 kilomètres, une centaine d'obus occasionnaient les pertes, dans la population civile, de 4 tués et 12 blessés.

Devant Longwy, les Allemands se présentaient et sommaient la place de se rendre. Le commandant refusa fièrement.

Longwy n'est pas à proprement parler une place forte, car elle n'a pas d'ouvrages détachés ; elle ne possède qu'une simple enceinte à la Vauban, qui date de la deuxième moitié du dix-septième siècle.

Le 14 août, les troupes françaises occupaient la ville et le col de Saales, qui commande la vallée de la Bruche.

LES HOSTILITÉS FRANCO-ALLEMANDES

En Haute-Alsace

En France, les opérations de mobilisation et de concentration se poursuivaient sans incidents.

Nos troupes, qui, jusqu'au jour de la déclaration de guerre avaient respecté une zone de 5 kilomètres en deçà de la frontière, la franchirent, les 6 et 7 août, sur plusieurs points. Nos escadrons occupèrent Vic et Moyen-Vic. Les Allemands n'avaient pas encore débouché du Luxembourg.

En Haute-Alsace, nous attaquions le VI^e corps de couverture allemand et arrivions déjà de Belfort, par une offensive hardie — qui fut peut-être prématurée — jusque devant Altkirch. Quant aux Allemands, ils préféraient aux cruautés inutiles et atroces dont ils devaient souiller cette guerre.

Dix-sept Alsaciens qui essayèrent de gagner la France, furent fusillés à Mulhouse. Le maire de Saales était passé par les armes ; le curé de Moyenvic également fusillé. A Morfontaine, près Longwy, les Allemands fusillaient deux jeunes gens de 15 ans, qui avaient prévenu les gendarmes français de l'arrivée de l'ennemi.

Entrée à Mulhouse

Le communiqué officiel du 8 août donnait les détails suivants sur l'offensive française en Haute-Alsace, qui nous rendait maîtres d'Altkirch et nous permettait d'entrer, pour la première fois, à Mulhouse.

C'est vendredi 7 août, à la tombée de la nuit, qu'une brigade française d'avant-garde est arrivée devant Altkirch.

La ville était défendue par de très forts ouvrages de campagne et occupée par une brigade allemande. Nos troupes donnèrent l'assaut avec une magnifique ardeur. Les Allemands se sont retirés dans un grand désordre. Bien que leurs ouvrages de seconde ligne puissent encore tenir, ils les ont abandonnés ; ils ont également évacué la ville. Un régiment de dragons s'étant élané à la poursuite des Allemands. Il les a repoussés très vivement et leur a infligé des pertes sérieuses. La nuit a permis aux Allemands de s'enfuir. Nos troupes sont alors entrées dans Altkirch. La vieille cité alsacienne leur a fait un accueil enthousiaste. Un immense cri de joie a retenti. On porte en triomphe les poteaux frontières qui viennent d'être arrachés.

C'est une heure d'émotion indicible.

A l'aube, notre brigade d'avant-garde se remet en marche. La marche sur Mulhouse de toute la brigade est décidée. A 17 heures, nos colonnes débouchent devant Mulhouse, un immense cortège s'organise qui acclame les soldats. En moins d'une heure, Mulhouse est occupée. Notre cavalerie traversant la ville au galop, poursuivant l'arrière-garde allemande et nos avant-postes s'installèrent au nord de Mulhouse.

Les pertes françaises ne sont pas excessives eu égard au résultat. Le mordant de nos troupes a été prodigieux. L'occupation de Mulhouse, grand centre commercial et industriel alsacien, avec ses 100.000 habitants, aura dans toute l'Alsace et, on peut le dire, dans toute l'Europe, un immense retentissement.

Les Allemands se sont retirés dans la direction de Neuf-Brisach, toute l'Alsace soulevée contre eux va aggraver les difficultés de leur situation.

Le général Joffre a adressé à l'Alsace la proclamation suivante qui a été aussitôt affichée et lue avec passion par les Alsaciens.

Proclamation du Général Joffre

Enfants de l'Alsace,

Après quarante-quatre années d'une douloureuse

attente, des soldats français foulent à nouveau le sol de votre noble pays. Ils sont les premiers ouvriers de la grande œuvre de la revanche : pour eux, quelle émotion et quelle fierté !

Pour parfaire cette œuvre, ils ont fait le sacrifice de leur vie ; la nation française unanimement les pousse, et, dans les plis de leurs drapeaux sont inscrits les noms magiques du Droit et de la Liberté. Vive l'Alsace ! Vive la France !

Le Général en chef des armées françaises, JOFFRE.

Le communiqué du 10 août confirmait la retraite des Allemands en Alsace.

Les Allemands, après avoir évacué Mulhouse, se sont retirés sur Neuf-Brisach, c'est-à-dire à 20 kilomètres en arrière. En se retirant, les Allemands ont mis le feu à un grand nombre de bâtiments, notamment les magasins à vivres et à fourrages. La forêt de Hart, près de Colmar, a été rasée. Ils font peser sur les Alsaciens une terreur sans nom, ils ont annoncé que tous ceux qui seraient suspects seraient impitoyablement fusillés ; malgré ces menaces, l'enthousiasme de la population grandit d'heure en heure.

Un second communiqué annonçait :

« Nos troupes tiennent toujours Cernay, Mulhouse, Altkirch, ayant devant elles la lisière de la forêt de Hart qui paraît sérieusement organisée. Sur les crêtes des Vosges nos troupes se sont emparées le 8 des cols du Bonhomme et de Sainte-Marie, après un violent combat. Les pertes au col de Sainte-Marie sont assez sérieuses. Le total des pertes françaises dans l'affaire d'Altkirch ne dépasse pas cent tués et blessés. »

Occupation de Thann

Le 12 août, le communiqué officiel à la presse annonçait l'occupation de Thann, et la prise du premier drapeau allemand :

« Une affaire importante a été engagée dans la région de Blamont, Cirey, Avricourt, où nos troupes avaient devant elles un des corps d'armée badois. Les villages de Blamont, Cirey et les hauteurs au-delà ont été brillamment enlevés.

Nos troupes continuent à progresser dans les Hautes-Vosges où les Allemands reculent.

Dans la Haute-Alsace, Thann a été repris par nous. Un drapeau allemand a été pris.

A signaler l'exploit de deux avions français

Sur Mer, sur les Fronts Russe et Serbe et aux Colonies

SUR MER

L'Allemagne n'avait que deux vaisseaux de guerre dans la Méditerranée : le *Geben* et le *Breslau*. C'étaient deux croiseurs, le premier armé de 34 pièces, et l'un des plus rapides qui existe ; le second, beaucoup plus petit, et armé de douze canons.

Le matin du 4 août, le Gouvernement général de l'Algérie communiquait le bombardement de Bône, sur la côte algérienne, par ces deux navires. Ils lancèrent une soixantaine d'obus, qui tuèrent un homme et endommagèrent quelques maisons. Les deux croiseurs, leur coup fait, prirent le large et s'enfuirent.

Quant à la flotte anglaise, elle était tout aussitôt entrée en action. L'agence Havas télégraphiait de Londres, le 6 août : « Le nombre des navires allemands capturés par les escadres anglaises dépasse cinquante, parmi lesquels le *Kronprinzessin-Cecilie*, et le *Prinz-Adalbert*. » Le blocus de l'Allemagne commençait.

Le même jour, notre escadre de torpilleurs de Bizerte capturait un navire allemand portant 2.000 tonnes de pétrole.

Le communiqué officiel du 8 août annonçait :

« L'entente des autorités maritimes anglaises et françaises est à ce point intime que dans la mer

du Nord, les forces françaises sont sous les ordres des amiraux anglais, tandis que, dans la Méditerranée, les escadres des deux pays sont groupées sous le commandement en chef de l'amiral Boué de Lapeyrère.

Le 9 août, le communiqué signalait les événements suivants sur mer :

« Le croiseur anglais *Amphion* a heurté une mine sous-marine et a coulé. Il y a 131 morts et 152 sauvés, parmi lesquels le capitaine et 16 officiers. Parmi les morts se trouvent 20 prisonniers allemands.

Le vapeur allemand *Infantia* venant de l'Amérique du Sud, capturé par un navire de guerre anglais, est arrivé à Plymouth. Parmi les passagers se trouvent de nombreux réservistes allemands. Le vapeur portait un demi-million en or et une cargaison de vivres d'une grande valeur.

Le paquebot *Karina* venant de l'Afrique Occidentale est arrivé à Plymouth; le paquebot fut arrêté dans la baie de Biscaye par trois navires de guerre français.

Pendant ce temps, l'Amirauté anglaise assurait le transport du corps expéditionnaire. Ce même 9 août, on en donnait les nouvelles suivantes :

— Le débarquement des troupes anglaises continue dans un ordre parfait; l'Angleterre a mis sur pied 200.000 hommes; 20.000 hommes ont déjà débarqué à Ostende, Calais et Dunkerque. Ils doivent se porter sur Namur pour aider l'armée belge à refouler les Allemands au delà de la frontière.

De Gibraltar, on signalait le 12 août que les Anglais avaient arrêté plus de cinquante bateaux de toute nationalité. Ceux d'entre eux qui étaient munis d'appareils de télégraphie sans fil recevaient l'ordre de les démonter.

Enfin, un sous-marin allemand était coulé le 11 août, par un navire de guerre anglais, dans la mer du Nord.

EN RUSSIE

L'agence Havas rendait compte ainsi d'une audience de notre Ambassadeur par le Tsar :

« Le tsar Nicolas II a reçu, le 6 août, en audience à Péterhof, notre ambassadeur, M. Paléologue.

« Le Tsar a tenu à exprimer dans les termes les plus émus sa gratitude et son admiration envers la France pour sa fidélité à l'égard de son alliée.

« A l'issue de cette entrevue, le Tsar a serré M. Paléologue dans ses bras en disant qu'en sa personne il embrassait toute la France. »

Le communiqué français du même jour rendait



Amiral BOUÉ DE LAPEYRÈRE,
Commandant en chef des escadres franco-anglaises
de la Méditerranée.

compte de l'enthousiasme au milieu duquel s'effectuait, en Russie, la mobilisation :

« Tous les témoignages concordent pour déclarer que les opérations de mobilisation se poursuivent en Russie avec un ordre parfait. L'ardeur nationale est surexcitée, la police est obligée de prendre les plus vigoureuses mesures pour protéger les sujets allemands et leurs établissements. Le peuple tout entier rend l'Allemagne responsable de la guerre. Il faut détruire la Prusse qui nous a trahieusement attaqués, tel est le mot qui est sur toutes les lèvres.

Quant à la France, pour qui le peuple a toujours ressenti une sympathie spontanée, sa décision provoque une gratitude générale. Les paysans surtout sont exaltés par la pensée que la nation sœur, fidèle à sa parole, a tiré l'épée avec la Russie. »

Le premier communiqué de l'état-major général russe était daté de Saint-Petersbourg, le 14 août, et résumait ainsi les premiers engagements :

« Dans le combat de Sokal, la cavalerie russe a débusqué d'une position fortifiée les régiments du 5^e lanciers, du 3^e hussards et une partie du 15^e dragons et deux bataillons du 55^e d'infanterie. Les soldats du landsturm, qui défendaient la forêt de Sokal, ont pris la fuite sans attendre l'issue du combat. Les troupes russes continuent la poursuite de l'ennemi. Le même jour, les Russes, tout en maintenant le contact avec les Autrichiens, ont anéanti à Higuet le 11^e régiment de lanciers.

« Entre Sboraz et Siniagovka, la cavalerie russe ayant constaté un mouvement de six compagnies et deux escadrons autrichiens, les a attaqués immédiatement et a sabré une compagnie du 35^e régiment de la landwehr.

« Les tentatives autrichiennes faites pour approcher du camp russe, au sud de Sboraz, ont été repoussées par l'artillerie russe qui a causé à l'ennemi des pertes importantes. »

SUR LA FRONTIÈRE SERBE

Le communiqué du 6 août annonçait :

« Belgrade résiste toujours; les Autrichiens ont recommencé hier à bombarder violemment la ville. On signale des escarmouches sans importance dans le Sandjak; après une démonstration faite sur Pribojo par deux compagnies autrichiennes, celles-ci durent se retirer. »

Du 8 août :

« Les Autrichiens ont incendié les gares de Zotta et de Doudoga en Herzégovine, ainsi qu'un pont sur la Déma. Ce matin, à 9 heures, ils ont à nouveau bombardé Belgrade, des obus sont tombés sur la caserne de gendarmerie, sur le théâtre et sur divers autres points de la ville, tuant ou blessant plusieurs personnes. Le bombardement continue, un obus est tombé près du palais du prince Miloche, dans la banlieue de la capitale. »

Ne pouvant réussir à s'emparer de Belgrade comme ils l'avaient cru, les Autrichiens voulurent alors contourner la ville et porter la guerre sur le territoire serbe.

Le communiqué officiel français du 12 août donnait le tableau suivant de la situation :

« Les opérations militaires austro-serbes peuvent se résumer ainsi : après plusieurs essais infructueux de traverser la frontière nord de la Serbie, en sept points différents, les Autrichiens ont abandonné l'offensive, ayant été sérieusement repoussés sur toute la ligne, grâce au tir excellent de l'artillerie serbe avec l'aide précieuse de l'infanterie. Les Autrichiens ont subi des pertes énormes dont le nombre n'a pas été rendu public. Les pertes serbes sont également élevées. L'objectif principal des généraux autrichiens était de tourner Belgrade et de converger sur la route stratégique de Belgrade à Nisch, conduisant dans l'intérieur de la Serbie. Les Autrichiens ont fait aussi une attaque à Losnitza, sur la frontière bosniaque. Là encore, ils ont rencontré une partie de l'armée serbe de la Drina et ont subi des pertes énormes. Malgré toutes ces attaques, pas un soldat autrichien vivant n'est sur le territoire serbe. Les opérations militaires futures de la Serbie vont dépendre de celles de la Russie. »

AUX COLONIES

L'Allemagne allait être frappée, dès le début de la guerre, par la coopération des forces franco-anglaises dans ses colonies.

Le communiqué officiel du 10 août annonça la première perte faite par les Allemands dans leur domaine colonial, en Afrique :

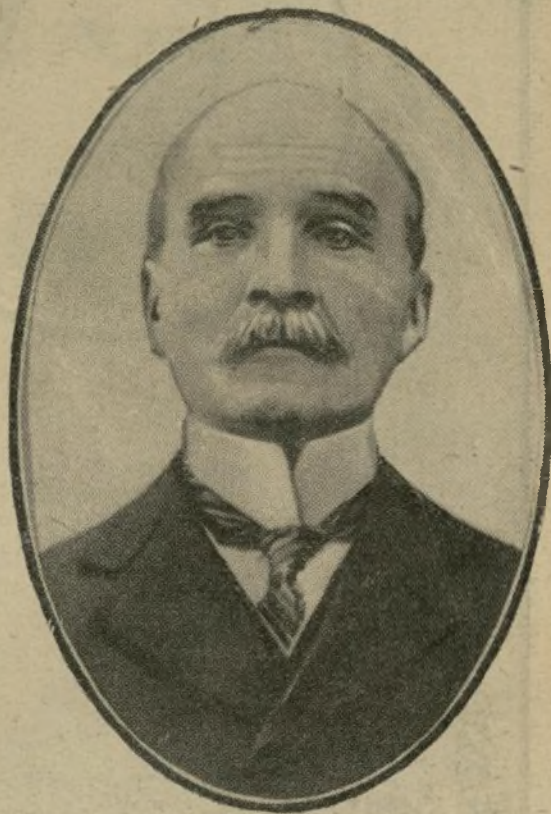
« Un télégramme du gouverneur général de l'Afrique Occidentale française a rendu compte au ministre des Colonies des conditions dans lesquelles la coopération d'un croiseur anglais et de la garnison française de Grand-Popo (Dahomey) vient d'assurer la prise de possession du Togo allemand. Le croiseur anglais arrivé devant Lomé, à l'ouest de la colonie allemande, a sommé la ville de se rendre dans les vingt-quatre heures et a reçu sa soumission. En même temps, la garnison anglaise de Grand-Popo franchissait la frontière et s'établissait à Petit-Popo, à l'est de la colonie allemande. Des mesures seront prises, d'accord entre les autorités françaises

et anglaises, pour assurer l'occupation totale du Togo. »

La loyauté des indigènes en Algérie s'était affirmée, dès les premiers jours, d'une façon touchante envers la France.

Au Maroc, où l'on aurait pu avoir peut-être quelques craintes, il en fut de même. Le communiqué du 11 août, donnait, à ce sujet, la note suivante :

« Lorsque la nouvelle est parvenue au Maroc



M. PALÉOLOGUE,
Ambassadeur de France à Saint-Petersbourg.

que la guerre était déclarée entre la France et l'Allemagne, les grands caïds et la population, notamment dans les pays de plaine et dans le Sud, sont venus protester de leur dévouement auprès des autorités françaises. »

Déclaration de la France à l'Autriche-Hongrie

Le *Temps* du 7 août avait annoncé que les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie à Londres, et d'Angleterre à Vienne, avaient déjà reçu leurs passeports.

L'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Pétersbourg fut également rappelé par son Gouvernement.

Le 13 août, le Gouvernement de la République française se voyait obligé de faire la déclaration suivante au Gouvernement austro-hongrois :

Après avoir déclaré la guerre à la Serbie et pris ainsi la première initiative des hostilités en Europe, le Gouvernement austro-hongrois s'est mis sans aucune provocation du Gouvernement de la République française en état de guerre avec la France. Après que l'Allemagne eut successivement déclaré la guerre à la Russie et à la France, l'Autriche-Hongrie est intervenue dans ce conflit en déclarant la guerre à la Russie qui combattait déjà aux côtés de la France. D'après de nombreuses informations dignes de foi, l'Autriche-Hongrie a envoyé des troupes sur la frontière allemande dans des conditions qui constituent une menace directe à l'égard de la France.

En présence de cet ensemble de faits, le Gouvernement français se voit obligé de déclarer au Gouvernement austro-hongrois qu'il va prendre toutes les mesures qui lui permettront de répondre à ses actes et ses menaces.

L'ambassadeur de France n'étant plus à Vienne, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie ayant quitté Paris, cette déclaration fut remise le 12 août par sir Edouard Grey à l'ambassadeur d'Autriche à Londres; en la remettant, sir Edouard Grey lui dit que la Grande-Bretagne s'y associait, et que, en conséquence, l'état de guerre existerait entre l'Angleterre et l'Autriche-Hongrie à partir de minuit; toutes ces mesures avaient été prises dans le plus parfait accord entre la France et l'Angleterre.

Le Gérant : VICTOR LAUVERGNAT.

Fontenay aux-Roses (Seine). — Imp. L. BELLENAND.

Les Troupes anglaises partent pour la France



Le 10 Août, de forts contingents de troupes britanniques quittent l'Angleterre à destination de la France. Le départ des soldats provoque chez nos amis les anglais, comme chez nous, de nombreuses manifestations patriotiques. On voit ici un régiment, traversant Londres, escorté par la foule qui l'accompagne jusqu'à la gare. Dans les médaillons : Lord Kitchener, Ministre de la Guerre, le Prince de Galles, actuellement sur le front, et le Maréchal French, chef du corps expéditionnaire britannique.